

## Comptes consolidés

Rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe	<b>3</b>
Comptes consolidés et annexe	<b>6</b>
Rapport des Commissaires aux comptes	<b>31</b>

## Assemblée générale mixte du 13 juin 2002



## Fusion Marine-Wendel et CGIP

Rapport du Conseil d'administration	<b>33</b>
Rapports des Commissaires à la fusion	<b>35</b>
Rapports des Commissaires aux comptes	<b>53</b>

## Résolutions

Exposé des motifs	<b>56</b>
Projet de résolutions	<b>59</b>





# Rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe

Mesdames, Messieurs,

En 2001, le groupe Marine-Wendel n'a pas échappé aux conséquences du ralentissement général de l'activité économique, et son résultat net consolidé est une perte de 379 M€.

## Activité du Groupe

L'exercice 2001 de la CGIP, principale filiale de Marine-Wendel, a été marqué par les difficultés conjoncturelles rencontrées par ses deux principales participations cotées – Cap Gemini Ernst & Young et Valeo – confrontées au ralentissement de leurs activités. Toutes deux ont pris les dispositions nécessaires pour adapter leurs charges à leur niveau d'activité, ce qui s'est traduit par d'importantes provisions de restructuration dans leurs comptes de l'année 2001.

Le résultat d'exploitation de Cap Gemini Ernst & Young s'élève à 423 M€ et représente 5% du chiffre d'affaires. Malgré les importantes charges de restructuration le résultat net reste cependant bénéficiaire (152 M€). Le chiffre d'affaires de Valeo (10,2 Mds€) diminue de 1,8% à périmètre comparable et le résultat d'exploitation représente 3,8% du chiffre d'affaires. Fortement grevé par les charges de restructuration qui s'élèvent à 447 M€, l'exercice 2001 affiche un résultat net en perte de 591 M€.

Trader.com a recentré son activité sur ses deux segments de marché prioritaires, l'automobile et l'immobilier, et fortement réduit ses coûts de fonctionnement. Ce qui a eu pour conséquence une forte progression du résultat d'exploitation qui passe de -10 M€ à +62 M€ et un redressement de son résultat net qui reste cependant encore déficitaire (-27 M€).

Les filiales non cotées de la CGIP ont toutes progressé au cours de l'année 2001. La branche diagnostic du Groupe bioMérieux-Pierre Fabre a fait l'acquisition d'Organon Teknika qui complète parfaitement les produits d'analyse du Groupe. Bureau Veritas a connu une année de forte croissance. Le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 19% et s'est établi à plus d'un Md€. Le résultat d'exploitation (106 M€) est en hausse de 23% et le résultat net qui s'élève à 63,1 M€ progresse de 17%. Wheelabrator Allevard affiche un résultat de 17 M€, identique à celui de l'exercice précédent, dans un contexte économique plus difficile.

La très bonne rentabilité des activités énergie et immobilier d'Orange-Nassau a permis à cette filiale de maintenir le résultat de l'exercice au même niveau que celui de l'exercice précédent (38 M€) qui intégrait une importante plus-value de cession.

Le résultat net consolidé - part du Groupe - de la CGIP pour l'année 2001 est une perte de - 542 M€, contre un bénéfice de 993 M€ l'année précédente. Cap Gemini Ernst & Young et Valeo contribuent négativement au résultat de l'année 2001 pour - 663 M€, alors qu'en 2000 ces deux participations avaient contribué positivement à hauteur de 904 M€ dont 782 M€ de résultat exceptionnel de nature purement comptable lié au rapprochement de Cap Gemini et de Ernst & Young. Les autres participations de la CGIP ont porté leur contribution au résultat consolidé de 52 à 75 M€, soit une progression de 44%, et les activités directes de la CGIP ont été également en hausse cette année en passant de 37 M€ à 46 M€.

Le montant distribuable, soit le résultat social de la CGIP augmenté du report à nouveau, permet de proposer à l'approbation de l'assemblée générale du 13 juin 2002 la distribution, après l'acompte sur dividende exceptionnel de 1 € par action, mis en paiement le 4 janvier dernier, d'un montant supplémentaire de 1 € par action.

S'agissant des autres participations de Marine-Wendel, Stallergènes a réalisé un chiffre d'affaires en progression de 15% grâce à la forte augmentation des ventes en France (+18%) ainsi qu'en Italie, en Espagne et en Europe de l'Est. L'amélioration de 2,5 points de la marge brute est liée à la concentration de l'ensemble de la production du Groupe sur le site d'Antony. Le résultat d'exploitation progresse de 4,3 M€ à 8 M€ et représente désormais 12,6% du chiffre d'affaires, contre 7,8% un an plus tôt.

L'évolution de l'investissement de Marine-Wendel dans les télécommunications au cours de l'année 2001 s'est traduit, par la substitution dans le capital de Fortel, qui s'appelle désormais Squadran, de UPC par Louis Dreyfus



Communications (LDCom), troisième opérateur de télécommunications en France suite aux acquisitions récentes de Kaptech et de Belgacom. Dans le cadre de ce nouveau partenariat, Marine-Wendel a investi dans LDCom, par l'intermédiaire de sa filiale BLR BV, en participant à une augmentation de capital réservée souscrite en numéraire et en faisant apport de 50% de Squadran à LDCom, cet apport ayant été rémunéré en actions LDCom.

L'investissement de Marine-Wendel dans le secteur des télécommunications s'élève à 87 M€ et son pourcentage d'intérêt économique dans LDCom à environ 5% du capital.

L'investissement de Marine-Wendel dans le secteur du transport aérien a fait l'objet d'une dépréciation dans ses comptes au 30 juin 2001 de l'intégralité de son investissement, soit 46 M€.

Les résultats favorables de la Compagnie Financière de La Trinité sont dus aux plus-values réalisées par les fonds de capital-développement "Alpha" et ont permis à cette filiale de verser des dividendes en forte augmentation.

### **Evénements postérieurs à la clôture**

La première phase de la simplification des structures du Groupe exposée lors de l'assemblée générale de Marine-Wendel le 27 novembre 2001 a consisté en différentes offres de rachat d'actions qui se sont achevées le 19 février 2002.

#### **Pour Marine-Wendel : OPAS**

S'inscrivant dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale du 27 novembre 2001, une offre publique d'achat d'actions simplifiée (OPAS), portant sur 1 700 000 actions, s'est déroulée du 17 janvier au 19 février 2002 au prix offert de 82 € par action (139,40 M€). Cette offre a été sursouscrite 4 fois.

#### **Pour la CGIP : OPRA et OPAS**

Le 7 janvier 2002, l'assemblée générale extraordinaire de la CGIP a approuvé les modalités et caractéristiques d'une offre publique de rachat d'actions (OPRA), portant sur 6 000 000 d'actions au prix offert de 44 € par action. Marine-Wendel a participé à cette offre, en apportant 3 200 000 titres CGIP (140,80 M€). Parallèlement la CGIP, utilisant l'autorisation donnée par la 8<sup>e</sup> résolution de l'assemblée générale du 29 mai 2001, a lancé une offre publique d'achat simplifiée d'actions (OPAS), portant sur 5 477 500 actions dont le prix offert est identique à celui de l'OPRA, Marine-Wendel n'a pas participé à cette offre.

Le 1<sup>er</sup> mars 2002, le Conseil d'administration de la CGIP a décidé la réduction de son capital social de 16 M€, (8 000 000 d'actions), par annulation de 1 037 234 actions

détenues et acquises dans le cadre des autorisations données par les assemblées générales de mai 2000 et 2001, par annulation de 962 766 actions rachetées lors de l'OPAS et par annulation de 6 000 000 actions rachetées lors de l'OPRA. Pour réaliser cette opération, la CGIP a conclu avec BNP Paribas un contrat de financement de 900 M€, d'une durée de cinq ans, adossé pour 2/3 à des actions Cap Gemini et pour 1/3 à des actions Valeo, dont la première tranche de 600 M€ a été mise en place.

À l'issue de ces opérations, le groupe Wendel détient 54,85% du capital et 74,92% des droits de vote de Marine-Wendel qui elle-même détient 53,79% du capital et 72,41% des droits de vote de la CGIP.

La réussite des offres de rachat d'actions de Marine-Wendel et de sa filiale la CGIP a permis aux conseils d'administration des deux sociétés, réunis le 27 mars 2002 d'engager la dernière phase de la simplification des structures et de déterminer la parité de fusion fondée sur l'analyse multicritère – 1 action Marine-Wendel pour 1,9 action CGIP – et de convoquer les assemblées générales extraordinaires le 13 juin 2002 pour statuer sur la fusion-absorption de CGIP par Marine-Wendel.

Dans un but de simplification des opérations d'échange des actions CGIP contre des actions Marine-Wendel, il sera proposé à l'assemblée générale de la CGIP, l'attribution de 1 action gratuite CGIP pour 19 actions CGIP et, à celle de Marine-Wendel, la division de chaque action Marine-Wendel de nominal 8 € en 2 actions de nominal 4 €. Au terme de ces deux opérations, il sera procédé à l'échange de 1 action CGIP pour 1 action Marine-Wendel.

Le 24 avril 2002, la CGIP a mobilisé la participation qu'elle détient dans Valeo, en réalisant une opération qui comporte deux volets : un placement sur le marché et l'émission d'obligations échangeables en actions Valeo. En prenant en compte les options de surallocation, la trésorerie s'élèvera à 802 M€.

### **Comptes consolidés**

Marine-Wendel retient, pour établir les comptes consolidés de son Groupe, non la date de clôture de son propre exercice (30 juin), mais celle du 31 décembre, date d'établissement des comptes consolidés de la CGIP, en raison de la place prépondérante de ceux-ci dans les comptes consolidés de Marine-Wendel. Ces comptes ont été établis conformément aux dispositions du règlement n° 99-02 du Comité de la réglementation comptable dont l'application s'est traduite par le reclassement des écarts d'évaluation dans le poste "Titres mis en équivalence", des impôts différés actif et passif, respectivement dans les postes "Autres créances" et "Autres dettes".

Le bilan pro forma présenté pour l'année 1999 tient compte de ces reclassements.

Les principales évolutions du périmètre de consolidation de Marine-Wendel au cours de l'année 2001 ont été la déconsolidation de l'activité du deuxième pôle aérien suite à la mise en redressement judiciaire du Groupe AOM-Air liberté et la consolidation de Boucle Locale Radio qui porte les investissements de Marine-Wendel dans le secteur des télécommunications. Pour le groupe CGIP, la principale évolution concerne la déconsolidation de Cap Gemini Ernst & Young.

Les capitaux propres de l'ensemble du Groupe (incluant les intérêts minoritaires) s'élèvent à 2 390,3 M€, contre 3 211,9 M€ en 2000; ils concourent à hauteur de 76%, au financement de l'actif immobilisé qui diminue de 686,1 M€ pour s'élever à 3 165,3 M€ et représentent 65% du total du bilan, contre 72% l'année précédente.

Le total des actifs du Groupe représente 3 662,7 M€, contre 4 461 M€ en 2000, soit une diminution de -798,2 M€ (-17,9%). Cette variation trouve son origine dans la diminution du poste "Ecart d'acquisition" (-153 M€), qui enregistre la déconsolidation de Cap Gemini Ernst & Young (-90,8 M€), les amortissements exceptionnels sur Valeo (-58,2 M€) et AOM Participations (-32,4 M€), et les autres variations du poste qui représentent +28,4 M€; dans la diminution du poste "Titres mis en équivalence" (-1 813,9 M€), qui enregistre la déconsolidation de Cap Gemini Ernst & Young (-1 276,1 M€), l'amortissement de l'écart d'acquisition dans Cap Gemini Ernst & Young, retraité par la CGIP (-230,7 M€), et les autres variations du poste qui représentent -307,1 M€; dans le poste "Autres participations" (+1 270,7 M€), qui, faisant suite à la déconsolidation de Cap Gemini Ernst & Young, prend en compte les titres de cette société à leur valeur de marché (+1 086,9 M€), la participation de Boucle Locale Radio BV dans LDCom (+175 M€), et les autres variations du poste qui représentent +8,8 M€; enfin, les autres variations de l'actif immobilisé et de l'actif circulant qui représentent -102 M€. À la fin de l'exercice, les disponibilités du Groupe, (incluant les valeurs mobilières de placement) atteignent 287 M€.

Le résultat net global s'élève à -660,1 M€, contre 921,7 M€ en 2000. Cette diminution de -1 581,8 M€ trouve son origine, respectivement, dans les variations négatives, du résultat net des sociétés intégrées (-1 221,2 M€), dans la quote-part des sociétés mises en équivalence (-56,5 M€) et dans l'amortissement des écarts d'acquisition (-304,1 M€).

Le résultat net des sociétés intégrées ressort à -223,2 M€, contre 998 M€ l'an dernier, sa variation négative de -1 221,2 M€ est due à la diminution du résultat exceptionnel (-1 533,7 M€), compensée par l'augmentation du résultat courant des sociétés intégrées (+14,5 M€) et par la variation du poste "Impôts sur les résultats" (+298 M€).

Les plus-values de cessions d'actifs qui s'élèvent à +45,6 M€, contre +1 192 M€ l'année précédente, diminuent de -1 146,7 M€, elles proviennent, d'une part, des cessions d'immobilisations corporelles (+4,2 M€) et d'autre part, pour la CGIP, des cessions de titres Cap Gemini Ernst & Young (-28,2 M€), du résultat de fusion bioMérieux-Pierre Fabre (+25,9 M€) et de cessions de diverses participations (+4,4 M€); pour Marine-Wendel, de la cession des titres Squadran détenus par BLR.BV (+21,2 M€) et des cessions réalisées sur les fonds Alpha (+18,1 M€).

La quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ressort à -95,3 M€, contre -38,8 M€ en 2000, elle provient des contributions de Cap Gemini Ernst & Young pour 18,4 M€, de Bureau Veritas pour 20,4 M€, de bioMérieux-Pierre Fabre pour 4 M€, de bioMérieux Alliance pour 3,2 M€, de bioMérieux pour 0,6 M€, sous déduction des contributions négatives de Valeo pour -113,4 M€, de Trader.com pour -27,4 M€, BMA pour -0,6 M€ et de TSGH pour -0,5 M€.

La part de Marine-Wendel dans le résultat net consolidé s'élève à -379 M€, contre 528,8 M€ pour l'année précédente. Le groupe CGIP contribue pour un montant de -304,1 M€, contre 515,7 M€ l'année précédente, soit : 9,7 M€ pour Cap Gemini Ernst & Young, 10,8 M€ pour Bureau Veritas, 2,1 M€ pour bioMérieux-Pierre Fabre, 1,7 M€ pour bioMérieux Alliance, 0,3 M€ pour bioMérieux, 8,5 M€ pour Wheelabrator Allevard, 19,8 M€ pour Orange-Nassau, sous déduction des contributions négatives suivantes : -282,1 M€ pour les activités propres de la CGIP, -59,8 M€ pour Valeo, -0,3 M€ pour BMA, -0,3 M€ pour TSGH et -14,5 M€ pour Trader.com.

La contribution de Marine-Wendel ressort à -74,9 M€ contre 13,1 M€ l'année précédente, soit -88,0 M€ pour ses activités propres, 1,1 M€ pour Stallergènes, 14,8 M€ pour Simfor et celle de la Compagnie Financière de La Trinité, 8,2 M€ pour Boucle Locale Radio BV, la contribution du Groupe AOM Participations et holdings étant négative pour -15,9 M€.

# Bilan consolidé au 31 décembre 2001

## ACTIF

En milliers d'euros		2001	2000	1999 pro forma	1999 publié
Ecarts d'acquisition	①	180 569	333 567	410 233	410 233
Immobilisations incorporelles nettes	②	34 933	35 423	35 897	401 429
Immobilisations corporelles nettes	③	448 741	445 293	333 715	333 715
Immobilisations financières					
• Titres mis en équivalence	④	1 111 467	2 925 403	1 645 256	1 279 724
• Autres titres de participation	⑤	1 340 950	70 259	70 390	70 390
• Prêts et créances	⑥	46 815	39 552	218 392	218 392
• Autres immobilisations financières		1 828	1 922	6 990	6 990
		2 501 060	3 037 136	1 941 028	1 575 496
<b>Total de l'actif immobilisé</b>		<b>3 165 303</b>	<b>3 851 419</b>	<b>2 720 873</b>	<b>2 720 873</b>
Actif circulant	⑦				
• Stocks		60 773	59 045	55 881	55 881
• Clients et comptes rattachés		110 436	105 733	91 539	91 539
• Autres créances		39 177	29 838	24 876	24 876
• Valeurs mobilières de placement et disponibilités		287 000	414 851	474 063	474 063
		497 386	609 467	646 359	646 359
Charges à répartir sur plusieurs exercices				382	382
<b>Total de l'actif</b>		<b>3 662 689</b>	<b>4 460 886</b>	<b>3 367 614</b>	<b>3 367 614</b>

○ Notes

Les comptes pro forma sont des comptes retraités pour tenir compte des dispositions du règlement n°99-02 du Comité de la réglementation comptable.

## PASSIF

En milliers d'euros		2001	2000	1999	1999
				pro forma	publié
Capital	(8)	141 195	141 195	128 359	128 359
Primes					
Réserves		1 573 271	1 074 145	936 601	936 601
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>(379 004)</b>	<b>528 746</b>	<b>177 184</b>	<b>177 184</b>
Capitaux propres : part Marine-Wendel	(9)	1 335 462	1 744 086	1 242 144	1 242 144
Intérêts minoritaires	(10)	1 054 814	1 467 788	1 103 960	1 103 960
Provisions pour risques et charges	(11)	103 981	101 352	90 419	125 690
Dettes financières	(12)	790 160	746 752	697 472	697 472
Autres dettes					
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés		42 934	61 640	44 388	44 388
• Autres	(13)	335 338	339 268	189 231	153 960
		378 272	400 908	233 619	198 348
<b>Total du passif</b>		<b>3 662 689</b>	<b>4 460 886</b>	<b>3 367 614</b>	<b>3 367 614</b>

## Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros		2001	2000	1999
Produits d'exploitation	(15)	509 697	495 952	458 049
Charges d'exploitation	(16)	(423 332)	(421 746)	(386 969)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>86 365</b>	<b>74 206</b>	<b>71 080</b>
Produits financiers		131 259	47 537	56 344
Charges financières		(131 212)	(49 785)	(31 128)
<b>Résultat financier</b>	(17)	<b>47</b>	<b>(2 248)</b>	<b>25 216</b>
<b>Résultat courant des sociétés intégrées</b>	(18)	<b>86 412</b>	<b>71 958</b>	<b>96 296</b>
Montant net :				
• des plus ou moins-values				
sur cessions d'actifs immobilisés	(19)	45 558	1 192 245	438 457
• des autres produits et charges exceptionnels	(20)	(388 205)	(1 226)	(191 842)
Impôt sur les résultats	(21)	32 983	(264 988)	(130 057)
Résultat net des sociétés intégrées		(223 252)	997 989	212 854
Quote-part dans les résultats				
des sociétés mises en équivalence	(22)	(95 298)	(38 820)	150 940
Amortissement des écarts d'acquisition	(23)	(341 529)	(37 452)	(17 810)
<b>Résultat net total</b>	(24)	<b>(660 079)</b>	<b>921 717</b>	<b>345 984</b>
• Part du résultat net revenant aux intérêts minoritaires		(281 075)	392 971	168 800
• <b>Résultat net revenant à Marine-Wendel</b>	(24)	<b>(379 004)</b>	<b>528 746</b>	<b>177 184</b>

○ Notes

Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)

17 628

17 649

18 599

Résultat net par action (en euros) - part du Groupe

(21,50)

29,97

9,53



## Variation de trésorerie consolidée

En milliers d'euros	2001	2000	1999
<b>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</b>			
Résultat net des sociétés intégrées	(223 252)	997 989	212 854
Dividendes nets reçus des sociétés mises en équivalence	50 387	50 148	36 698
Résultat sur cessions d'actifs immobilisés	(45 558)	(987 660)	(346 881)
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie	456 149	53 762	254 665
• Capacité d'autofinancement	237 726	114 239	157 336
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'exploitation	(67 344)	17 922	7 121
<b>Flux nets de trésorerie d'exploitation</b>	<b>170 382</b>	<b>132 161</b>	<b>164 457</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux investissements</b>			
Décaissements sur :			
• acquisitions et souscriptions de titres de participation	(207 485)	(253 766)	(143 895)
• acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(55 871)	(197 626)	(52 371)
• sur prêts consentis	(9 082)	(811)	(67 772)
Encaissements (en prix de vente) :			
• sur cessions de titres de participation	98 751	195 497	374 119
• sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	8 075	19 631	15 289
• sur prêts et créances	1 484	11 074	402
Variation des dettes fiscales liées aux plus-values de cession d'actifs	29 455	(78 364)	82 763
Incidence des changements de périmètre			78 647
<b>Flux nets de trésorerie sur investissements</b>	<b>(134 673)</b>	<b>(304 365)</b>	<b>287 182</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>			
Liés au capital			
• augmentation de capital	11 958	162 036	10 417
• rachat d'actions	(38 482)	(39 560)	(382 448)
Dividendes versés aux actionnaires	(188 758)	(65 012)	(59 363)
Variation nette des emprunts et autres dettes financières	56 625	48 247	77 718
<b>Flux nets de trésorerie sur opérations financières</b>	<b>(158 657)</b>	<b>105 710</b>	<b>(353 676)</b>
Effet des variations de change et des variations de périmètre	(12 162)	7 282	(137)
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>(135 110)</b>	<b>(59 212)</b>	<b>97 825</b>
Trésorerie nette au 1 <sup>er</sup> janvier	414 851	474 063	376 238
<b>Trésorerie en fin de période <sup>(1)</sup></b>	<b>279 741</b>	<b>414 851</b>	<b>474 063</b>

(1) 2001 : le solde de la trésorerie en fin de période ne comprend pas les actions autodétenues par la CGIP pour un montant de 7 259.



## Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2001

### PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les comptes consolidés ont été établis, conformément aux dispositions de la loi du 3 janvier 1985 et de son décret d'application du 17 février 1986 et aux dispositions du règlement n° 99-02 du Comité de la réglementation comptable du 29 avril 1999, homologué par l'arrêté du 22 juin 1999.

Dans ce cadre, Marine-Wendel n'a pas retraité les opérations d'acquisition réalisées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

L'application de ce règlement n'a pas eu d'incidence sur les capitaux propres d'ouverture du Groupe et s'est traduit pour les périodes présentées par le reclassement des écarts d'évaluation dans le poste "Titres mis en équivalence" des impôts différés actif et passif respectivement dans les postes "Autres créances et autres dettes".

Le bilan pro forma présenté pour l'année 1999 tient compte de ces reclassements.

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en euros.

Faisant application de l'article L. 233-25 du Code de commerce, Marine-Wendel a retenu, pour établir les comptes consolidés de son Groupe non la date de clôture de son propre exercice (30 juin) mais celle du 31 décembre, date d'établissement des comptes consolidés de la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations (CGIP) dont la place prépondérante dans les comptes consolidés de Marine-Wendel est soulignée par les tableaux de cette annexe.

### 1. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Dénomination	Siège social	Numéro SIREN	Pourcentage d'intérêt	Méthode	Date de clôture de l'exercice social
CGIP (1)	89, rue Taitbout - 75009 Paris	308 389 519	53,09	IG	31 décembre
Stallergènes (1)	6, rue Alexis de Tocqueville 92160 Antony	393 709 860	47,51	IG	31 décembre
Simfor	89, rue Taitbout - 75009 Paris	572 045 243	100,00	IG	30 juin
Compagnie Financière de La Trinité	89, rue Taitbout - 75009 Paris	552 014 839	100,00	IG	30 juin
Boucle Locale Radio "BLR BV"	7, Hoogoorddreef - 1101 BA Amsterdam. PAYS-BAS		51,69	IG	31 décembre

(1) Comptes consolidés

IG = Intégration globale

La liste des sociétés consolidées par la CGIP et Stallergènes, avec le pourcentage d'intérêt revenant à Marine-Wendel, et les méthodes de consolidation, figure en fin de cette annexe.

Les sociétés dans lesquelles Marine-Wendel exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont mises en équivalence.

Lorsque Marine-Wendel n'a pas le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une société, les comptes de la société dans laquelle Marine-Wendel a une participation sont consolidés par mise en équivalence.

Les sociétés mises en équivalence sont consolidées sur la base du pourcentage d'intérêt détenu par le Groupe, par paliers successifs avec constatation de la part des intérêts minoritaires.

Conformément à l'article L. 233-19 du Code de commerce et à l'article n° 21 du règlement CRC n° 99-02, n'ont pas été comprises dans le périmètre de consolidation, les sociétés ne présentant pas un intérêt significatif par rapport à l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble constitué par les sociétés comprises dans la consolidation.

Les principales modifications du périmètre de consolidation par rapport à la clôture précédente concernent :

#### **Pour Marine-Wendel**

Les rachats d'actions réalisés par la CGIP sur ses propres titres au cours de l'exercice 2001 ont eu pour effet de renforcer légèrement la participation de Marine-Wendel dans son capital de 52,42 % à 53,09 %.

Après la mise en redressement judiciaire du Groupe AOM-Air Liberté prononcée par le tribunal de commerce de Créteil le 19 juin 2001, et conformément au protocole d'accord signé le 1<sup>er</sup> août 2001 entre les sociétés du Groupe AOM Participations, les administrateurs judiciaires, la société Holco (repreneur d'AOM), SwissAir group et les actionnaires de Taitbout-Antibes BV, le transfert au repreneur des actifs d'AOM Participations s'est effectué au cours du second semestre 2001. De ce fait, la société AOM Participations ne détient plus aucun actif au 31 décembre 2001.

Au 30 juin 2001, Trimo-participations a constaté dans ses comptes une provision pour dépréciation de ses titres Taitbout-Antibes BV d'un montant de 45,62 M€ correspondant à l'intégralité de l'investissement effectué dans AOM Participations. En conséquence, les titres Trimo-participations ont été dépréciés dans les comptes de Marine-Wendel pour le même montant.

L'application des règles de consolidation a entraîné au 30 juin 2001 la déconsolidation de l'activité du deuxième pôle aérien français et, de ce fait, de toutes les structures qui portaient cet investissement. Cette déconsolidation s'est accompagnée, par la prise en compte dans le résultat total, de l'écart d'acquisition constaté sur AOM Participations, soit - 32,37 M€, du solde de la provision pour dépréciation des titres Trimo-participations, soit - 11,87 M€ et des frais propres aux holdings, soit - 0,59 M€. L'incidence sur la part du Groupe dans le résultat ressort à - 27,78 M€ (cf. note 24 de l'annexe).

La société Fortel (devenue Squadran SA) n'avait pas été comprise dans le périmètre de consolidation du Groupe au 31 décembre 2000 compte tenu de son intérêt peu significatif par rapport à l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat constitué par les sociétés comprises dans la consolidation. En mai 2001, faisant suite à la décision d'UPC de se retirer du capital de Fortel, l'Autorité de régulation des télécoms a autorisé le Groupe LDCOM à se substituer à UPC. Dans le cadre de partenariat avec LDCOM, Boucle Locale Radio BV a cédé à LDCOM 50 % du capital de Squadran et a acquis 9,70 % du capital de LDCOM en souscrivant à une augmentation de capital réservée. À cette fin, Marine-Wendel a suivi l'augmentation de capital de Boucle Locale Radio BV, pour un montant de 11,45 M€ et a souscrit, par ailleurs, des obligations émises par Boucle Locale Radio BV pour un montant de 75,17 M€, ces titres ont été pris en compte au poste "Autres titres immobilisés" du bilan. À l'issue de ces opérations, le pourcentage d'intérêt du Groupe Marine-Wendel dans Squadran était de 26,93 %, et de 5,23 % dans LDCOM. Au second semestre 2001, BLR BV a procédé à une augmentation de capital réservée permettant l'entrée d'un nouvel actionnaire au capital de la société. Au cours de la même période, LDCOM a également procédé à deux augmentations de capital réservées, entraînant une légère dilution de la participation de BLR BV (9,11 %), dans LDCOM. Après ces dernières opérations et à la fin de l'année 2001, le pourcentage d'intérêt du Groupe Marine-Wendel dans Squadran ressort à 25,81 %, il est de 4,70 % dans LDCOM.

Marine-Wendel n'exerçant pas d'influence notable sur ces sociétés, elles n'ont pas été consolidées. Les titres étant détenus par la filiale de Marine-Wendel, Boucle Locale Radio BV, détenue directement et indirectement à 51,69 %, celle-ci a été consolidée au 31 décembre 2001 selon la méthode de l'intégration globale.

## Pour la CGIP

Au cours de l'exercice 2001, la CGIP a cédé en Bourse 0,52% du capital de Cap Gemini Ernst & Young et a enregistré une moins-value nette de 20 M€, réduisant ainsi sa participation à 11,65%. En fin d'exercice, conformément à la position retenue par Cap Gemini Ernst & Young dans ses comptes individuels, la CGIP a enregistré un amortissement exceptionnel de 204 M€ de l'écart d'acquisition dégagé sur les activités de services informatiques et de conseil d'Ernst & Young, reconstitué par la CGIP et qui avait été imputé en 2000 par Cap Gemini Ernst & Young sur ses capitaux propres.

Compte tenu du contrat signé entre la CGIP et BNP-Paribas, en décembre 2001, mis en application le 7 janvier 2002, par lequel la CGIP a transféré la propriété de 5 369 127 actions Cap Gemini Ernst & Young, la participation de la CGIP dans sa filiale, réduite à 7,36%, a été déconsolidée le 31 décembre 2001.

Le prix de revient consolidé de cette participation a ensuite été déprécié pour un montant de 280 M€, pour être ainsi ramené à sa valeur de marché (74,50 € par action).

Au 31 décembre 2001, l'estimation de l'écart d'évaluation de la participation dans le capital de Valeo a conduit la CGIP à enregistrer une dépréciation exceptionnelle de 96 M€ et un amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition résiduel de 58 M€.

Au cours de l'exercice, Wheelabrator Allevard, filiale détenue à 100% par la CGIP, a acquis 100% de National Metal Abrasive, le troisième producteur de grenaille américain.

Diverses acquisitions sont venues modifier le périmètre de consolidation du Groupe Trader.com, de ce fait, la participation de la CGIP dans le capital de ce dernier s'établit en fin d'année à 29,96%.

La fusion de Pierre Fabre avec bioMérieux Alliance, a eu pour conséquence, dans les comptes consolidés 2001 de la CGIP, la constatation d'un profit de dilution de 26 M€, et l'enregistrement d'un écart d'acquisition de 45 M€ sur la société bioMérieux-Pierre Fabre.

## 2. PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

### 2.1 Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour les postes du bilan et aux taux de change moyens de l'exercice ou à la période de consolidation pour les postes du compte de résultat. L'écart résultant de l'application au résultat de ces taux de change est porté dans les réserves consolidées au poste "Écarts de conversion".

## 2.2 Règles d'évaluation

Les comptes des sociétés consolidées, établis en fonction des réglementations locales, sont conformes aux règles d'évaluation prévues par le Code de commerce.

### *Immobilisations incorporelles*

Lorsque l'acquisition de sociétés permet d'obtenir des positions significatives sur des marchés déterminés, ou un avantage économique pour le futur, les écarts de première consolidation constatés lors de l'entrée de ces sociétés dans le périmètre de consolidation sont affectés au poste "Immobilisations incorporelles" après examen de leur valeur par référence à des critères appropriés.

Compte tenu de leur nature, ces actifs incorporels ne sont pas amortis. En revanche, à la clôture de chaque exercice, ils sont valorisés selon les mêmes critères que ceux retenus à leur date d'acquisition.

En cas de diminution de leur valeur, constatée sur plusieurs exercices consécutifs, une provision pour dépréciation serait constituée.

### *Écarts d'acquisition*

Ce poste regroupe les différences de première consolidation résiduelles après réestimation des actifs et passifs de la société acquise à la date d'acquisition (notamment, affectation aux postes appropriés du bilan d'actifs incorporels ou corporels).

Les écarts d'acquisition sont amortis sur une durée de dix à quarante ans en fonction de la nature de l'investissement et de son secteur d'activité. Les écarts d'acquisition peu importants sont cependant amortis intégralement dès la première année.

### *Immobilisations corporelles*

L'amortissement pratiqué sur les immobilisations corporelles est (le plus souvent) de nature linéaire. Les biens sous contrat de crédit-bail ou de location longue durée sont traités comme s'ils avaient été acquis à crédit et sont amortis linéairement.

### *Évaluation des actifs pétroliers*

Les investissements pétroliers sont évalués en dollars selon la méthode dite des "Successful Efforts". Les dépenses d'exploitation sont comptabilisées en charges jusqu'à la découverte du gisement, les dépenses ultérieures sont enregistrées au bilan dans les immobilisations incorporelles. Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie et des réserves de chaque gisement.

**Immobilisations financières****Titres de participation non consolidés**

Ces titres sont évalués à leur coût d'acquisition sous déduction éventuelle de dépréciations jugées nécessaires, compte tenu des perspectives de rentabilité, de la quote-part de situation nette qu'ils représentent. Pour les titres cotés en Bourse, les dépréciations sont déterminées par référence aux cours moyens de Bourse du dernier mois de l'exercice.

La valeur estimative des titres de participation à la clôture de chaque exercice est présentée en note 5.

**Stocks**

Les stocks de matières premières sont généralement évalués selon la méthode "FIFO" (premier entré, premier sorti). Les produits fabriqués et les encours sont valorisés au coût de production ou à la valeur nette de réalisation si elle est inférieure : le coût de production comprend le coût des matières premières, de la main-d'œuvre ainsi que les frais généraux que l'on peut raisonnablement rattacher à la production.

**Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

**Provision pour risques et charges**

La valeur actualisée des indemnités de fin de carrière et des compléments de retraite pour le personnel en activité ainsi que pour les anciens salariés fait l'objet d'une provision pour risques et charges.

Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur une méthode actuarielle qui s'applique à des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme.

**Impôts différés**

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour tenir compte du décalage entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales de certains actifs et passifs de chaque entité consolidée.

L'impôt différé est donc calculé aux taux en vigueur à la fin de l'exercice, soit 35,43 % au titre des sociétés françaises pour les bénéfices à court terme et 20,20 % pour les opérations à long terme.

Par prudence, les créances sur l'État qui résultent de l'existence de déficits fiscaux reportables ne sont inscrites à l'actif du bilan que lorsqu'il existe une forte probabilité de pouvoir les compenser avec les bénéfices des exercices futurs les plus proches.

Les impôts non récupérables afférents à certaines distributions prévues au titre des résultats de l'exercice entre les sociétés consolidées sont pris en charge dans les résultats du même exercice.

**Les frais de recherche et de développement** sont comptabilisés en charges durant l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

**Résultat courant et exceptionnel**

Pour donner une image fidèle et claire du résultat, le résultat courant recouvre les activités ordinaires dans lesquelles les sociétés du Groupe sont engagées. Sont enregistrées en résultat exceptionnel les opérations financières en capital portant sur des actifs autres que les valeurs mobilières de placement.

**Résultat net par action**

Le résultat net par action est obtenu en divisant le résultat net, part du Groupe, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Pour le Groupe Marine-Wendel, il n'existe pas d'instruments dilutifs donnant droit à un accès différé au capital de la société consolidante.

### 3. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES (en milliers d'euros)

#### 3.1 Bilan consolidé

##### NOTE 1 – Écarts d'acquisition

			2001	2000	1999
					pro forma
	Montant brut	Amortissements cumulés	Montant net	Montant net	Montant net
Groupe Marine-Wendel					
CGIP	51 562	5 185	46 377	49 259	47 902
Alpha Taitbout BV (Afflelou)					4 135
Stallergènes	747	187	560	635	710
AOM Participations				32 372	40 533
	52 309	5 372	46 937	82 266	93 280
Groupe Stallergènes	11 214	7 530	3 684	3 199	
Groupe CGIP (1)	244 461	114 513	129 948	248 102	316 953
<b>Total</b>	<b>307 984</b>	<b>127 415</b>	<b>180 569</b>	<b>333 567</b>	<b>410 233</b>

(1) En 2001 : pour le groupe CGIP, Wheelabrator Allevard et filiales : 43 642 - Bureau Veritas : 29 437 - Onepm : 15 119 - bioMérieux-Pierre Fabre : 41 750.

En 2000 : pour le groupe CGIP, Cap Gemini Ernst & Young : 99 066 - Wheelabrator Allevard et filiales : 37 907 - Bureau Veritas : 31 837 - Valeo : 62 062 - Onepm : 17 230

##### Analyse de la variation des écarts d'acquisition

	2001	2000	1999
<b>Montant net au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>333 567</b>	<b>410 233</b>	<b>377 045</b>
Acquisitions	55 344	16 912	63 007
Cessions	(5 187)	(75 445)	(52 329)
Conséquences des variations de la liste des sociétés consolidées	(1 553)	2 652	40 320
(pour le Groupe CGIP) - Déconsolidation Cap Gemini Ernst & Young	(90 801)		
Amortissements de l'exercice	(110 801)	(20 785)	(17 810)
<b>Montant net au 31 décembre</b>	<b>180 569</b>	<b>333 567</b>	<b>410 233</b>

En 2001 : l'acquisition de la quote-part dans les actifs de bioMérieux-Pierre-Fabre a dégagé un écart d'acquisition de 44 533, l'acquisition de National Metal Abrasive par Wheelabrator Allevard a dégagé un écart d'acquisition de 8 627, l'impact des cessions de titres et dilutions dans Cap Gemini Ernst & Young représente - 4 811, les amortissements exceptionnels de l'écart d'acquisition de Valeo et d'AOM Participations représentent respectivement, une variation de - 58 233 et - 32 372 ;

En 2000 : la diminution de la participation dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young a entraîné une réduction de 65 459, la cession de la participation dans le capital d'Alpha Taitbout BV (Afflelou) a entraîné une diminution de 4 135, la correction de l'écart d'acquisition sur Taitbout Antibes BV (AOM Participations) a entraîné une diminution de 5 465 ;

En 1999 : augmentation de 47 354 concernant l'OPES CGIP soit 4,27 %, diminution de la participation dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young, entraînant une réduction de 50 031, l'entrée d'AOM Participations dans le Groupe a dégagé un écart d'acquisition de 40 533.

## NOTE 2 – Immobilisations incorporelles

			2001	2000	1999
	Montant brut	Amortissements cumulés	Montant net	Montant net	pro forma Montant net
<b>1. Actifs incorporels provenant de l'affectation d'écarts de première consolidation</b>					
Groupe Stallergènes <sup>(1)</sup>	20 433		20 433	20 433	20 433
<b>2. Autres actifs incorporels</b>					
Groupe CGIP	134 413	122 465	11 948	12 268	12 658
Groupe Stallergènes	4 116	1 564	2 552	2 722	2 806
Marine-Wendel	6	6	0	0	0
<b>Total</b>	<b>158 968</b>	<b>124 035</b>	<b>34 933</b>	<b>35 423</b>	<b>35 897</b>

(1) Pour Stallergènes : l'écart affecté en immobilisations incorporelles, constaté à l'occasion de l'acquisition de Stallergènes SA correspond au savoir-faire acquis. La révision de son évaluation sur la base de critères fondés ne nécessite pas la constitution d'une provision à la clôture de l'exercice 2001.

## NOTE 3 – Immobilisations corporelles

			2001	2000	1999
	Montant brut	Amortissements cumulés	Montant net	Montant net	pro forma Montant net
<b>Par société</b>					
Marine-Wendel	141	94	47	65	82
Groupe CGIP <sup>(1)</sup>	1 060 277	624 916	435 361	431 690	304 560
SCI Ségur					13 711
Stallergènes	22 284	8 966	13 318	13 513	15 326
Compagnie Financière de La Trinité	23	21	2	7	13
Simfor	55	42	13	18	23
<b>Total</b>	<b>1 082 780</b>	<b>634 039</b>	<b>448 741</b>	<b>445 293</b>	<b>333 715</b>

(1) En 2001 : les acquisitions se sont élevées à 49 035, les cessions à 3 057, les amortissements à 58 120 ; les immobilisations corporelles comprennent des actifs pétroliers pour un montant de 218 M€ ; les immobilisations corporelles nettes sont représentées à 61 % par des installations techniques, matériel et outillage.

En 2000 : les acquisitions se sont élevées à 193 565, les cessions à 8 052, les amortissements à 64 890 ; les immobilisations corporelles comprennent des actifs pétroliers pour un montant de 219 M€ ; les immobilisations corporelles nettes sont représentées à 60 % par des installations techniques, matériel et outillage.

Par catégorie d'immobilisation (montants nets)	2001	2000	1999
Terrains	10 622	10 847	11 907
Constructions	148 086	151 513	155 986
Installations, matériel et outillage	266 818	268 632	149 997
Autres immobilisations corporelles	18 101	6 785	10 248
Immobilisations en cours	5 114	7 516	5 577
<b>Total</b>	<b>448 741</b>	<b>445 293</b>	<b>333 715</b>



#### NOTE 4 – Titres mis en équivalence

(quote-part des capitaux propres des sociétés concernées majorée des écarts d'évaluation constatés sur ces sociétés)

	2001	2000	1999
			pro forma
	Capitaux propres (résultats inclus)	Écarts d'évaluation	Total
Groupe CGIP (1)	872 467	239 000	1 111 467
Groupe Marine-Wendel (2)			
• Alpha Taitbout BV (Afflelou)			6 048
• AOM Participations			0
<b>Total</b>	<b>872 467</b>	<b>239 000</b>	<b>1 111 467</b>
			<b>2 925 403</b>
			<b>1 645 256</b>

(1) En 2001 : dont bioMérieux-Pierre Fabre : 136 263; BMA : 24 541; Participations Wheelabrator Allevard : 435; Bureau Veritas : 79 894; Valeo : 693 515; Trader.com 176 819.

En 2000 : dont Cap Gemini Ernst & Young : 1 569 837; bioMérieux-Pierre Fabre : 148 532; BMA 21 322; Participations Wheelabrator Allevard : 1 367; Bureau Veritas : 64 291; Valeo : 917 367; Trader.com : 202 687. Concernant le Groupe CGIP, les augmentations de capital représentent une variation de 181 073 pour Trader.com et de 1 224 147 pour Cap Gemini Ernst & Young en liaison avec l'apport des activités consulting d'Ernst & Young et l'entrée de Cisco dans le capital.

(2) Pour le Groupe Marine-Wendel, la cession de sa participation dans Afflelou représente une diminution du poste de 6 048; après prise en compte de l'augmentation de capital d'AOM Participations et de la perte de l'exercice, la quote-part détenue dans la société a été retenue pour une valeur nulle conformément à la réglementation comptable..

#### Analyse de la variation des titres mis en équivalence

	2001	2000	1999
<b>Montant net au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>2 925 403</b>	<b>1 645 256</b>	<b>1 578 097</b>
Dividende de l'exercice	(50 387)	(50 148)	(37 643)
Augmentation de capital	5 941	1 546 802	227 970
Acquisitions			26 244
Cessions ou dilutions	(94 089)	(218 818)	(65 887)
Changement de méthode de consolidation			(52 265)
Autres variations sur Cap Gemini Ernst & Young	(230 726)	(16 662)	(174 650)
Déconsolidation de Cap Gemini Ernst & Young	(1 276 126)		
Autres variations sur Valeo	(96 388)		
Autres variations	2 277		(5 845)
Conséquence des variations des taux de participation et des taux de change	20 860	44 914	(1 705)
Part du résultat de l'exercice	(95 298)	(25 941)	150 940
<b>Montant net au 31 décembre</b>	<b>1 111 467</b>	<b>2 925 403</b>	<b>1 645 256</b>



## NOTE 5 – Autres titres de participation

			2001	2000	1999
	Montant brut	Provisions	Montant net	Montant net	pro forma Montant net
<b>Autres participations de Marine-Wendel</b>					
Trimo-participations <sup>(1)</sup>	16 144	11 874	4 270		
Fonds Alpha	27 425	532	26 893	17 360	17 907
Senelle BV	1 040		1 040	1 040	1 040
Taitbout silicium BV					1 524
Galileo II					1 715
Participations du portefeuille de Stallergènes	2 047		2 047	2 047	996
Participations du portefeuille de BLR BV <sup>(1)</sup>	175 031		175 031		
Divers <sup>(2)</sup>				373	641
	<b>221 687</b>	<b>12 406</b>	<b>209 281</b>	<b>20 820</b>	<b>23 823</b>
<b>Autres participations de CGIP</b>					
Cap Gemini Ernst & Young <sup>(1)</sup>	1 366 920	280 011	1 086 909		
Wendel-Participations	11 108		11 108	11 108	11 108
Titres immobilisés du portefeuille					
d'Orange-Nassau	35 924	3 213	32 711	37 290	33 965
Divers	1 160	219	941	1 041	1 494
	<b>1 415 112</b>	<b>283 443</b>	<b>1 131 669</b>	<b>49 439</b>	<b>46 567</b>
<b>Total</b>	<b>1 636 799</b>	<b>295 849</b>	<b>1 340 950</b>	<b>70 259</b>	<b>70 390</b>

(1) En 2001 : la déconsolidation d'AOM Participations a entraîné celle des structures qui portaient cet investissement. La participation de Boucle Locale Radio BV dans le capital de LD.Com est de 175 031. La participation du groupe CGIP dans le capital de Cap Gemini Ernst & Young a été déconsolidée au 31 décembre 2001, le prix de revient consolidé des titres a été déprécié pour être ramené à une valeur de marché.

(2) En 2000 : dont Boucle Locale Radio BV (Fortel) pour : 152. - Air Littoral est détenu à 18 % par Taitbout Antibes BV pour 1 F.

## Valeur estimative des titres de participation

	2001			2000		1999	
	Valeur brute	Valeur nette	Valeur estimative	Valeur nette	Valeur estimative	Valeur nette	Valeur estimative
Participations de Marine-Wendel							
• au prix de revient	194 262	182 388	182 388	3 460	3 460	10 915	10 915
• d’après la méthode de l’évaluation par équivalence <sup>(1)</sup>	27 425	26 893	34 795	17 360	41 948	12 908	39 227
	221 687	209 281	217 183	20 820	45 408	23 823	50 142
Participations de la CGIP							
• au prix de revient	1 415 112	1 131 669	1 131 669	49 439	49 439	46 567	64 185
	1 415 112	1 131 669	1 131 669	49 439	49 439	46 567	64 185
Total	1 636 799	1 340 950	1 348 852	70 259	94 847	70 390	114 327

(1) Estimation des parts des fonds de capital-développement "Alpha".



**Prix de revient consolidé des titres de participation**

	Nombre d'actions détenues au 31/12/2001	Prix de revient consolidé total (en M€)	par action (en €)
CGIP	35 163 171	1 198,70	34,09
Boucle Locale Radio BV	779 009	19,91	25,56
Stallergènes	1 520 348	14,52	9,55
Compagnie Financière de La Trinité	2 021 155	24,17	11,96

**NOTE 6 – Prêts et créances**

			2001	2000	1999
					pro forma
	Montant brut	Provisions	Montant net	Montant net	Montant net
<b>Groupe Marine-Wendel</b>					
Prêts	216		216	873	519
	<b>216</b>		<b>216</b>	<b>873</b>	<b>519</b>
<b>Groupe CGIP</b>					
Créances rattachées					95 670
Prêts	46 870	271	46 599	38 679	122 203
	<b>46 870</b>	<b>271</b>	<b>46 599</b>	<b>38 679</b>	<b>217 873</b>
<b>Total</b>	<b>47 086</b>	<b>271</b>	<b>46 815</b>	<b>39 552</b>	<b>218 392</b>

**NOTE 7 – Actif circulant**

			2001	2000	1999
					pro forma
	Montant brut	Provisions	Montant net	Montant net	Montant net
Stocks	63 472	2 699	60 773	59 045	55 881
Clients et comptes rattachés	116 288	5 852	110 436	105 733	91 539
Autres créances <sup>(2)</sup>	40 832	1 655	39 177	29 838	24 876
Valeurs mobilières de placement <sup>(1)</sup>	195 842	3 957	191 885	206 481	465 333
Disponibilités <sup>(1)</sup>	95 115		95 115	208 370	8 730
	<b>511 549</b>	<b>14 163</b>	<b>497 386</b>	<b>609 467</b>	<b>646 359</b>

(1) Valeur estimative au 31 décembre

311 099

457 284

518 558

(2) En 2001 : dont pour la CGIP 5 094, correspondant à des primes versées par la CGIP sur options sur titres Cap Gemini Ernst & Young et dont la valeur de marché à la date de clôture s'établit à 4 028. Une provision d'un montant égal aux moins-values latentes a été constituée.

## NOTE 8

Capital social : 141 194 960 € ( 17 649 370 actions de 8 € de nominal).

## NOTE 9 – Variation des capitaux propres (part de Marine-Wendel)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Écart de conversion	Actions propres	Résultat	Capitaux propres
<b>Capitaux propres, part du Groupe au 31/12/1998</b>	<b>132 452</b>	<b>21 539</b>	<b>825 818</b>	<b>(32 026)</b>	<b>(3 253)</b>	<b>199 029</b>	<b>1 143 559</b>
Affectation du résultat			199 029			(199 029)	0
Dividendes versés			(31 285)				(31 285)
Dividendes reçus			2 398				2 398
Conversion du capital en euros	6 560		(6 560)				0
Annulation d'actions	(10 653)	(21 539)	(66 580)				(98 772)
Titres autodétenus					3 253		3 253
Variation des écarts de conversion				45 807			45 807
Résultat						177 184	177 184
<b>Capitaux propres, part du Groupe au 31/12/1999</b>	<b>128 359</b>	<b>0</b>	<b>922 820</b>	<b>13 781</b>	<b>0</b>	<b>177 184</b>	<b>1 242 144</b>
Affectation du résultat			177 184			(177 184)	0
Dividendes versés			(35 298)				(35 298)
Augmentation de capital Marine-Wendel							
• attribution gratuite par incorporation de réserves	12 836		(12 836)				0
Titres autodétenus					(68)		(68)
Variation des écarts de conversion				8 562			8 562
Résultat						528 746	528 746
<b>Capitaux propres, part du Groupe au 31/12/2000</b>	<b>141 195</b>	<b>0</b>	<b>1 051 870</b>	<b>22 343</b>	<b>(68)</b>	<b>528 746</b>	<b>1 744 086</b>
Affectation du résultat			528 746			(528 746)	0
Dividendes versés			(38 738)				(38 738)
Autres variations			1 209				1 209
Titres autodétenus					(2 519)		(2 519)
Variation des écarts de conversion				10 428			10 428
Résultat						(379 004)	(379 004)
<b>Capitaux propres, part du Groupe au 31/12/2001</b>	<b>141 195</b>	<b>0</b>	<b>1 543 087</b>	<b>32 771</b>	<b>(2 587)</b>	<b>(379 004)</b>	<b>1 335 462</b>

## NOTE 10 – Parts des minoritaires dans les fonds propres de l'ensemble

	2001			2000		1999	
	Avant résultats	Résultats	Total	Total	Dont résultats	Total	Dont résultats
Groupe CGIP	1 294 386	(272 969)	1 021 417	1 463 267	478 247	1 090 280	173 651
Groupe Stallergènes	14 158	1 262	15 420	14 696	165	15 088	1 312
Groupe AOM	17 054	(17 054)	0	(10 175)	(85 441)	(4 076)	(8 236)
Boucle Locale Radio BV	10 291	7 686	17 977				
Reynolds							1 985
SCI Ségur						2 668	88
<b>Total</b>	<b>1 335 889</b>	<b>(281 075)</b>	<b>1 054 814</b>	<b>1 467 788</b>	<b>392 971</b>	<b>1 103 960</b>	<b>168 800</b>



## NOTE 11 – Provisions pour risques et charges

	2001		2000		1999	
					pro forma	
		Dont part du Groupe CGIP		Dont part du Groupe CGIP		Dont part du Groupe CGIP
Provision pour retraites	21 183	19 374	22 786	19 975	20 050	17 245
Provision pour risques et charges (chez Stallergènes)	1 745		2 661		3 391	
Provision pour risques et charges <sup>(1)</sup>	80 779	80 429	75 905	75 539	66 978	64 807
Ecart d'acquisition passif	274	246				
<b>Total</b>	<b>103 981</b>	<b>100 049</b>	<b>101 352</b>	<b>95 514</b>	<b>90 419</b>	<b>82 052</b>

(1) La responsabilité d'une société du Groupe CGIP a été mise en cause à la suite d'un constat de pollution effectué en 1998. Le coût de la dépollution, soit 7 622, a été intégralement provisionné depuis cette date et reste inchangé à fin 2001. Un recours envers le tribunal administratif a été déposé.

### Analyse de la variation des provisions pour risques et charges

	2001	
		Dont part du groupe CGIP
<b>Montant net au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>101 352</b>	<b>95 514</b>
Dotations de l'exercice	12 942	12 117
Reprises de provisions (utilisées)	(8 899)	(6 168)
Reprises de provisions (non utilisées)	(1 494)	(1 494)
Incidence des variations de change et de périmètre	80	80
<b>Montant net au 31 décembre</b>	<b>103 981</b>	<b>100 049</b>

## NOTE 12 – Dettes financières

Par société	2001	2000	1999
			pro forma
Groupe CGIP <sup>(1)</sup>	647 799	699 304	635 921
Marine-Wendel	60 052		18 784
Boucle locale radio BV	56 329		
Groupe Stallergènes	25 980	28 242	24 346
Taitbout Antibes BV	–	19 206	18 410
Autres			11
<b>Total</b>	<b>790 160</b>	<b>746 752</b>	<b>697 472</b>

(1) Dont emprunt obligataire émis par la CGIP : 306 707.

Elles se répartissent comme suit :

Par nature	2001	2000	1999
Obligations	417 016	306 707	306 707
Emprunts auprès d'organismes de crédit	367 747	436 821	387 371
Autres dettes financières	5 397	3 224	3 394
<b>Par échéance</b>			
– à plus de cinq ans	13 716	22 382	4 902
– à plus d'un an et moins de cinq ans	310 209	628 082	592 368
– à moins d'un an et intérêts courus	466 235	96 288	100 202
<b>Par devise</b>			
Euro et autres devises de l'Union européenne	692 395	696 538	649 657
Autres devises	97 765	50 214	47 815
<b>Par rapport au total des dettes</b>			
Emprunts à taux fixe	67 %	55 %	56 %
Emprunts à taux variable	33 %	45 %	44 %

#### NOTE 13 – Autres dettes

			2001	2000	1999
					pro forma
	Groupe CGIP	Groupe Marine-Wendel	Total	Total	Total
Dettes fiscales et sociales	50 876	6 779	57 655	57 033	126 799
Impôts différés <sup>(1)</sup>	120 570	1 210	121 780	239 989	35 271
Autres <sup>(2)</sup>	149 045	6 858	155 903	42 246	27 161
<b>Total</b>	<b>320 491</b>	<b>14 847</b>	<b>335 338</b>	<b>339 268</b>	<b>189 231</b>

(1) Au 31/12/2001 comprend 61 313 d'impôt provisionné par la CGIP sur la différence entre le prix de revient fiscal des titres Cap Gemini Ernst & Young et leur valeur consolidée.

(2) Dont pour la CGIP 86 755, relatif au compte d'attente correspondant à l'attribution réalisée, le 29 mai 2001, de bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young, (valeur unitaire valorisée à 2,70 €). Ces bons donnent droit, en cas d'exercice, à l'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young au prix de 143 €, (10 bons permettant l'achat d'une action). Le 28 décembre 2001, la CGIP a racheté les 35 104 322 bons détenus par Marine-Wendel et les a annulés. Le solde au 31 décembre 2001 est égal à la valeur d'attribution de 32 131 558 bons.

La prime payée le 28 décembre 2001 par Marine-Wendel à la CGIP de 16 148, lors de la vente par celle-ci d'une option d'achat de 3 510 432 actions Cap Gemini Ernst & Young, exerçable à tout moment et jusqu'au 31 mars 2003 au prix de 143 € l'action, en échange du rachat par la CGIP des 35 104 322 bons d'acquisition Cap Gemini Ernst & Young, a été éliminée dans la consolidation de Marine-Wendel.

Le poste "Autres dettes" comprend également, pour la CGIP, 31 131 correspondant au solde de l'acompte sur dividende de 1 € après élimination intragroupe, ainsi que 4 526 à la valeur de marché de puts européens Valeo, exerçables en 2002, et 2 357 à la valeur comptable de diverses opérations de vente de puts sur actions Cap Gemini Ernst & Young, ces dernières options n'ayant pas été exercées, un produit de 2 357 sera constaté sur l'exercice 2002.



## Ventilation du poste Impôts différés

	2001		2000		1999	
					pro forma	
	Dont part du groupe CGIP		Dont part du groupe CGIP		Dont part du groupe CGIP	
Amortissements différés						
et pertes reportables	5 452	5 452			(5 538)	(5 538)
Provision pour retraites	(5 930)	(5 930)	(4 202)	(4 202)	(4 350)	(4 350)
Résultats sur cessions internes						
d'actifs immobilisés <sup>(1)</sup>	(5 186)	(5 186)	197 703	197 703	(3 336)	(3 336)
Différence d'évaluation						
des actifs immobilisés <sup>(1)</sup>	126 164	126 164	33 192	33 192	34 065	34 065
Autres écarts temporaires	1 280	70	13 296	13 689	14 430	17 885
<b>Total</b>	<b>121 780</b>	<b>120 570</b>	<b>239 989</b>	<b>240 382</b>	<b>35 271</b>	<b>38 726</b>

Les soldes négatifs ou créances se compensent, par société, avec des soldes positifs représentant des dettes, ce qui justifie leur maintien au passif du bilan pour leur montant net.

(1) pour la CGIP l'impôt différé long terme constaté sur le profit de dilution dégagé sur Cap Gemini Ernst & Young : 199 515 a fait l'objet d'une reprise partielle faisant suite aux opérations réalisées en 2001 et à la déconsolidation de Cap Gemini Ernst & Young. À la date de clôture, un impôt différé, calculé sur la différence entre le prix de revient social et consolidé, a été maintenu au bilan.

## NOTE 14 – Engagements hors bilan

	2001	2000	1999
<b>Engagements reçus</b>			
Groupe CGIP <sup>(1)</sup>	143 000		
Groupe Marine-Wendel <sup>(2)</sup>		269 377	
<b>Total</b>	<b>143 000</b>	<b>269 377</b>	
<b>Engagements donnés</b>			
Groupe CGIP <sup>(1)</sup>	597 852	115 458	175 216
Groupe Marine-Wendel <sup>(2) (3)</sup>		288 433	
<b>Total</b>	<b>597 852</b>	<b>403 891</b>	<b>175 216</b>

(1) En 2001 : pour le groupe CGIP, 143 000 correspondant à un engagement reçu au titre d'instruments financiers négociés, et les engagements donnés suivants : 459 481 correspondant à l'engagement de céder 3 213 156 actions Cap Gemini Ernst & Young au prix de 143 € l'action, à tout moment et jusqu'au 31 mars 2003 par exercice des bons d'acquisition - (après élimination en consolidation d'une option consentie à Marine-Wendel portant sur 3 510 432 actions) - ; 30 430 correspondant à un engagement donné au titre d'instruments financiers négociés ; 16 220 correspondant à un nantissement d'actions Cap Gemini Ernst & Young faisant suite à l'émission d'un emprunt obligataire privé réalisé par une filiale de la CGIP ; 88 261 correspondant à l'engagement de Sofu, filiale de la CGIP, d'assurer la liquidité des actions Bureau Veritas à émettre au titre d'options de souscriptions d'actions ; 3 460 correspondant à l'engagement de GIP, filiale de la CGIP d'assurer la liquidité des actions Wheelabrator Allevard émises et (ou) à émettre au titre d'options de souscription d'actions.

(2) En 2000 : une option de vente et une option d'achat ont été signées par Swissair Group et Taitbout Antibes BV donnant la possibilité à cette dernière de vendre en avril 2004 l'intégralité des actions AOM Participations qu'elle détient, soit 50,38 % du capital de cette société, pour 269,38 M€ au Groupe Swissair.

(3) En 2000 : un engagement a été donné par BLR BV à Towercast, filiale de NRJ, de racheter les actions Fortel qu'elle détient, pour un montant maximal de 19 millions d'euros.

Le Groupe n'utilise pas de façon systématique des instruments financiers pour gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des devises étrangères et des risques sur les marchés actions.

**3.2 Résultat consolidé** (en milliers d'euros)**NOTE 15 – Produits d'exploitation**

	2001	2000	1999
<b>Chiffre d'affaires réalisé par</b>			
Groupe CGIP <sup>(1)</sup>	441 242	430 999	360 856
Stallergènes	63 295	55 520	40 995
Reynolds			41 095
	<b>504 537</b>	<b>486 519</b>	<b>442 946</b>
Autres produits	5 160	9 433	15 103
<b>Total</b>	<b>509 697</b>	<b>495 952</b>	<b>458 049</b>

(1) Au 31 décembre 2001, pour CGIP, le chiffre d'affaires sur activités industrielles est de 285 821 et sur activités pétrolières et immobilières de 155 421.

Au 31 décembre 2000, pour CGIP, le chiffre d'affaires sur activités industrielles est de 283 673 et sur activités pétrolières et immobilières de 147 326.

**NOTE 16 – Charges d'exploitation**

	2001	2000	1999
Achats consommés et charges externes	259 294	259 346	233 658
Charges de personnel	86 253	75 708	80 915
Autres charges d'exploitation	2 466	9 615	2 336
Impôts et taxes	6 226	6 479	7 055
Dotation aux amortissements	65 740	67 651	60 477
Dotation aux provisions	3 353	2 947	2 528
<b>Total</b>	<b>423 332</b>	<b>421 746</b>	<b>386 969</b>
Effectif moyen des sociétés intégrées	1 856	1 745	1 620

**NOTE 17 – Résultat financier**

			2001	2000	1999
	Groupe CGIP	Groupe Marine-Wendel	Total	Total	Total
Produits des titres de participation					
de sociétés non consolidées	3 147	1 841	4 988	7 595	2 923
Intérêts des prêts et produits de placement	120 061	2 681	122 742	35 163	48 188
Différences de change (net)	3 529		3 529	4 779	5 233
<b>Produits financiers</b>	<b>126 737</b>	<b>4 522</b>	<b>131 259</b>	<b>47 537</b>	<b>56 344</b>
Intérêts et charges assimilées	(43 209)	(84 662)	(127 871)	(47 834)	(31 613)
Dépréciation nette des valeurs mobilières					
de placement	(3 341)		(3 341)	(1 951)	485
<b>Charges financières</b>	<b>(46 550)</b>	<b>(84 662)</b>	<b>(131 212)</b>	<b>(49 785)</b>	<b>(31 128)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>80 187</b>	<b>(80 140)</b>	<b>47</b>	<b>(2 248)</b>	<b>25 216</b>
Dont écart de conversion			3 529	4 779	5 233



**NOTE 18 – Résultat courant des sociétés intégrées**

	2001	2000	1999
Marine-Wendel	(78 045)	(1 779)	3 088
Groupe CGIP <sup>(1)</sup>	161 825	73 662	81 199
Groupe Stallergènes	6 174	1 699	6 002
Simfor/Compagnie Financière de La Trinité	2 623	3 721	423
Trimo-participations et Taitbout Antibes BV	(878)	(5 345)	(384)
Boucle Locale Radio B.V.	(5 287)		
Reynolds			5 968
<b>Total</b>	<b>86 412</b>	<b>71 958</b>	<b>96 296</b>

(1) En 2001 : dont pour le groupe CGIP, Wheelabrator Allevard : 29 412; Orange-Nassau : 64 435; CGIP et divers : – 10 656; ainsi que 78 634 correspondant pour CGIP aux produits dégagés lors de l'annulation de bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young achetés à Marine-Wendel. Ces produits, comptabilisés dans le résultat exceptionnel de la CGIP ont été reclassés en éléments financiers pour être en correspondance avec la moins-value (– 78 634), constatée en résultat financier par Marine-Wendel lors de la cession de ces mêmes bons, (cf note 24).

En 2000 : dont pour le Groupe CGIP, Wheelabrator Allevard 31 180; Orange-Nassau 59 396; CGIP et divers : – 16 914.

**NOTE 19 – Montant net des plus ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés**

	2001	2000	1999
sur cessions d'immobilisations incorporelles	(3)		
sur cessions d'immobilisations corporelles	4 235	11 576	(1 404)
sur cessions de titres de participation, dont			
Groupe CGIP <sup>(1)</sup>	2 055	1 072 046	410 856
Groupe Marine-Wendel <sup>(2)</sup>			
Marine-Wendel		11 699	27 052
Compagnie Financière de La Trinité	18 075	14 526	1 869
Boucle Locale Radio BV	21 196		
AOM Participations		82 398	
Diverses participations			84
<b>Total</b>	<b>45 558</b>	<b>1 192 245</b>	<b>438 457</b>

(1) En 2001 : pour la CGIP, sur cessions de titres de participation - Cap Gemini Ernst & Young : – 28 255 ; bioMérieux-Pierre Fabre : 25 896; diverses participations : 4 414.

En 2000 pour la CGIP, 1 008 499 de profit comptable de dilution liés à la fusion de Cap Gemini avec l'activité consulting d'Ernst & Young ainsi qu'à l'entrée de Cisco dans son capital et 37 445 suite à la cession de 0,41 % du capital de Cap Gemini Ernst & Young, et en 1999, 164 903 suite à l'OPES de la CGIP et 139 080 suite à l'OPE de Cap Gemini Ernst & Young sur sa filiale néerlandaise.

(2) En 2001 : pour Marine-Wendel, 21 196 correspondant à la plus-value réalisée par BLR BV sur la cession à LDCom des titres Squadran.

En 2000, pour Marine-Wendel, 6 737 liés à la cession d'Alpha Taitbout BV (Afflelou) et 4 614 liés à la cession de la SCI Ségur; 14 520 liés aux cessions réalisées sur les fonds Alpha; 80 369 liés au profit de dilution constaté lors de l'augmentation de capital d'AOM Participations (voir chapitre sur AOM Participations); et en 1999, 27 052 liés à la cession de Reynolds.



## NOTE 20 – Montant net des autres produits et charges exceptionnels

	2001	2000	1999
<b>Groupe CGIP</b>			
Charges exceptionnelles sur Cap Gemini en 1999 <sup>(1)</sup>			(174 650)
Charges et produits exceptionnels divers	(483)	173	(8 997)
Provision pour risques et charges	(374 686)	(1 708)	(5 468)
	<b>(375 169)</b>	<b>(1 535)</b>	<b>(189 115)</b>
<b>Groupe Marine-Wendel</b>			
Charges et produits exceptionnels divers	(3 672)	(3 171)	(745)
Provision pour risques et charges <sup>(2)</sup>	(9 364)	3 480	(732)
Amortissements			(1 250)
	<b>(13 036)</b>	<b>309</b>	<b>(2 727)</b>
<b>Total</b>	<b>(388 205)</b>	<b>(1 226)</b>	<b>(191 842)</b>

(1) En 2001 : dont pour la CGIP, dépréciation des actifs incorporels de Valeo : – 96 388; dépréciation des titres Cap Gemini Ernst & Young : – 280 011. En 1999 : dont incidence de l'annulation par Cap Gemini en 1999 de l'écart d'acquisition dégagé lors de l'OPE sur Cap Gemini NV.

(2) Dont pour Marine-Wendel, le solde de la provision pour dépréciation des titres Trimo-Participations : – 11 874.

## NOTE 21 – Impôts sur les résultats

	2001	2000	1999
<b>Groupe CGIP</b>			
Impôts exigibles <sup>(1)</sup>	(91 720)	(54 709)	(114 285)
Impôts différés	124 143	(201 100)	(895)
	<b>32 423</b>	<b>(255 809)</b>	<b>(115 180)</b>
<b>Groupe Marine-Wendel</b>			
Impôts exigibles	2 465	(8 378)	(14 584)
Impôts différés	(1 905)	(801)	(293)
	<b>560</b>	<b>(9 179)</b>	<b>(14 877)</b>
<b>Total</b>	<b>32 983</b>	<b>(264 988)</b>	<b>(130 057)</b>
Impôts exigibles	(89 255)	(63 087)	(128 869)
Impôts différés	122 238	(201 901)	(1 188)
<b>Impôts</b>	<b>32 983</b>	<b>(264 988)</b>	<b>(130 057)</b>

(1) En 2001 : dont pour la CGIP, 35 403 de charge d'impôt concernant le précompte mobilier, provenant de l'attribution des bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young.

Marine-Wendel et ses filiales Compagnie Financière de La Trinité, Simfor, Trimo-participations, qui figurent dans le périmètre de consolidation, font partie du périmètre d'intégration fiscale régi par l'article 223 A du Code général des impôts.



**Taux effectif d'impôt**

L'écart entre le taux d'impôt sur les bénéfices en France et le taux effectif d'impôt du Groupe s'analyse ainsi :

	2001
<b>Taux normal de l'impôt en France</b>	<b>36,43 %</b>
<b>Incidence des</b>	
opérations non soumises au taux normal d'imposition	0,37 %
imputations et reports de déficits fiscaux et autres différences	- 8,88 %
opérations exceptionnelles sur la participation Cap Gemini Ernst & Young	1,31 %
opérations exceptionnelles sur la participation Valeo	- 2,54 %
précompte CGIP sur distribution de bons d'acquisition Cap Gemini Ernst & Young	- 13,82 %
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>12,87 %</b>

**NOTE 22 – Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence**

	2001	2000	1999
Participations du groupe CGIP <sup>(1)</sup>	(95 298)	127 127	169 414
AOM Participations		(165 947)	(19 190)
Alpha Taitbout BV (Afflelou)			716
<b>Total</b>	<b>(95 298)</b>	<b>(38 820)</b>	<b>150 940</b>

(1) En 2001, dont : Cap Gemini Ernst & Young : 18 434 ; Valeo : - 113 450 ; bioMérieux-Pierre Fabre : 4 018 ; bioMérieux Alliance : 3 229 ; bioMérieux : 575 ; TSGH : - 471 ; BMA : - 623 ; Bureau Veritas : 20 429 ; Trader.com : - 27 413 ; Autres sociétés : - 26.

En 2000, dont : Cap Gemini Ernst & Young : 63 479 ; Valeo : 66 827 ; bioMérieux Alliance : 18 072 ; bioMérieux : 1 914 ; TSGH : (2 195) ; BMA : (468) ; Bureau Veritas : 17 728 ; Trader.com : (38 214) ; autres sociétés : (16).

**NOTE 23 – Amortissement des écarts d'acquisition**

	2001	2000	1999
Groupe CGIP <sup>(1)</sup>	306 895	32 951	16 039
Groupe Marine-Wendel <sup>(2)</sup>	34 634	4 501	1 771
dont : CGIP	1 328	1 295	1 340
Stallergènes	934	511	37
AOM Participations	32 372	2 695	
Reynolds			161
Alpha Taitbout BV (Afflelou)			233
<b>Total</b>	<b>341 529</b>	<b>37 452</b>	<b>17 810</b>

(1) En 2001 comprend pour 204 191 un amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition constaté par Cap Gemini sur les activités Ernst & Young reconstitué par la CGIP, (il avait été préalablement imputé par Cap Gemini Ernst & Young sur ses capitaux propres) ; comprend également pour 58 233 un amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition de Valeo, (représentant le solde du poste).

(2) En 2001 déconsolidation d'AOM Participations, (cf. modifications du périmètre de consolidation). En 2000, l'amortissement de l'écart d'acquisition sur AOM Participations est réalisé à compter du 1er septembre 1999.

## NOTE 24 – Part dans le résultat net total

	Part dans le résultat total			Part dans le résultat revenant au Groupe		
	2001	2000	1999	2001	2000	1999
Résultat propre <sup>(1)</sup>	(83 122)	5 393	12 289	(83 122)	5 393	12 289
Groupe CGIP <sup>(2)</sup>	(577 050)	993 926	344 199	(304 081)	515 679	170 548
Reynolds			4 071			2 086
Groupe Stallergènes	2 405	315	2 497	1 143	150	1 185
Simfor –						
Compagnie Financière de La Trinité	14 737	14 021	1 325	14 737	14 021	1 325
Alpha Taitbout BV (Afflelou)			716			716
SCI Ségur			473			385
Boucle Locale Radio BLR BV	15 909			8 223		
AOM Participations et holdings <sup>(3)</sup>	(32 958)	(91 938)	(19 586)	(15 904)	(6 497)	(11 350)
<b>Total</b>	<b>(660 079)</b>	<b>921 717</b>	<b>345 984</b>	<b>(379 004)</b>	<b>528 746</b>	<b>177 184</b>
<b>Part des minoritaires dans le résultat (voir note 10)</b>				<b>(281 075)</b>	<b>392 971</b>	<b>168 800</b>
<b>Résultat net total</b>				<b>(660 079)</b>	<b>921 717</b>	<b>345 984</b>
(2) :						
Cap Gemini Ernst & Young	18 434	63 479	61 623	9 714	32 935	30 534
Valeo	(113 450)	66 827	109 106	(59 783)	34 672	54 061
BioMérieux-Pierre Fabre	4 018			2 117		
BioMérieux Alliance	3 229	19 986	4 792	1 702	10 369	2 374
BioMérieux	575			303		
TSGH	(471)	(2 195)	(1 514)	(248)	(1 139)	(750)
BMA	(623)	(468)		(328)	(243)	
Bureau Veritas	20 429	17 728	12 373	10 765	9 198	6 131
Trader.com	(27 413)	(38 214)	(17 210)	(14 445)	(19 827)	(8 527)
Autres sociétés	(26)	(16)	244	(14)	(7)	121
Wheelabrator Allevard	16 106	16 436	17 500	8 487	8 527	8 671
Orange-Nassau	37 547	41 047	22 106	19 786	21 296	10 953
Activités propres CGIP <sup>(4)</sup>	(535 405)	809 316	135 179	(282 136)	419 898	66 980
<b>Total groupe CGIP</b>	<b>(577 050)</b>	<b>993 926</b>	<b>344 199</b>	<b>(304 081)</b>	<b>515 679</b>	<b>170 548</b>

(1) et (4) Le résultat total Marine-Wendel enregistre la moins-value de 78 634 constatée sur la cession à la CGIP des bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young. Corrélativement, pour cette même opération, un produit latent de 78 634, enregistré par la CGIP lors de l'annulation des bons, (soit 41 437 pour la part du Groupe), a été constaté dans les comptes consolidés. L'incidence de cette opération dans le résultat revenant au Groupe est de – 37 197.

(4) En 2001, le résultat total de la CGIP pris en compte dans la consolidation de Marine-Wendel intègre 35 403 de charge d'impôt concernant le précompte mobilier provenant de l'attribution des bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young.

(3) Groupe AOM Participations - contribution aux résultats consolidés du groupe (cf page suivante).



**Groupe AOM Participations - contribution aux résultats consolidés du Groupe**

	<b>2001</b>	<b>2000</b>	<b>1999</b>	<b>Total</b>
Résultat des sociétés intégrées	(586)	(5 693)	(396)	(6 675)
Résultat de dilution		82 398		82 398
Résultat des sociétés mises en équivalence		(165 947)	(19 189)	(185 136)
Provision pour dépréciation des actifs	(11 874)			(11 874)
Amortissement d'écart d'acquisition	(32 372)	(2 696)		(35 068)
Incidence sur le résultat net total	(44 832)	(91 938)	(19 585)	(156 355)
Part du Groupe	(27 778)	(6 497)	(11 350)	(45 625)
Part des minoritaires	(17 054)	(85 441)	(8 235)	(110 730)

**NOTE 25 – Événements postérieurs à la clôture**

La première phase de la simplification des structures du Groupe exposée lors de l'assemblée générale de Marine-Wendel le 27 novembre 2001 a consisté en différentes offres de rachats d'actions qui se sont achevées le 19 février 2002.

**Pour Marine-Wendel : OPAS**

S'inscrivant dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale du 27 novembre 2001, une offre publique d'achat d'actions simplifiée (OPAS), portant sur 1 700 000 actions, s'est déroulée du 17 janvier au 19 février 2002 au prix offert de 82 € par action (139,40 M€). Cette offre a été sursouscrite 4 fois.

**Pour la CGIP : OPRA et OPAS**

Le 7 janvier 2002, l'assemblée générale extraordinaire de la CGIP a approuvé les modalités et caractéristiques d'une offre publique de rachat d'actions (OPRA), portant sur 6 000 000 d'actions au prix offert de 44 € par action. Marine-Wendel a participé à cette offre, en apportant 3 200 000 titres CGIP (140,80 M€). Parallèlement, la CGIP, utilisant l'autorisation donnée par la 8<sup>e</sup> résolution de l'assemblée générale du 29 mai 2001, a lancé une offre publique d'achat simplifiée d'actions (OPAS), portant sur 5 477 500 actions dont le prix offert est identique à celui de l'OPRA, Marine-Wendel n'a pas participé à cette offre.

Le 1<sup>er</sup> mars 2002, le Conseil d'administration de la CGIP a décidé la réduction de son capital social de 16 M€ (8 000 000 d'actions), par annulation de 1 037 234 actions détenues et acquises dans le cadre des autorisations données par les assemblées générales de mai 2000 et 2001, par annulation de 962 766 actions rachetées lors de l'OPAS et par annulation de 6 000 000 actions rachetées lors de l'OPRA.

À l'issue de ces opérations, le groupe Wendel détient 54,85 % du capital et 74,92 % des droits de vote de Marine-Wendel qui elle-même détient 53,79 % du capital et 72,41 % des droits de vote de la CGIP.

La réussite des offres de rachat d'actions de Marine-Wendel et de sa filiale CGIP a permis aux conseils d'administration des deux sociétés, réunis le 27 mars 2002, d'engager la dernière phase de la simplification des structures et de déterminer la parité de fusion fondée sur l'analyse multicritère 1 action Marine-Wendel pour 1,9 action CGIP, et de convoquer les assemblées générales extraordinaires le 13 juin 2002 pour statuer sur la fusion-absorption de la CGIP par Marine-Wendel.

Dans un but de simplification des opérations d'échange des actions CGIP contre des actions Marine-Wendel, il sera proposé à l'assemblée générale de la CGIP l'attribution de 1 action gratuite CGIP pour 19 actions CGIP et, à celle de Marine-Wendel, la division de chaque action Marine-Wendel de nominal 8 € en 2 actions de nominal 4 €. Au terme de ces deux opérations, il sera procédé à l'échange de 1 action CGIP pour 1 action Marine-Wendel.

### 3.3 Principales sociétés consolidées par la CGIP (au 31 décembre 2001)

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
E	6,18	Cap Gemini Ernst & Young (déconsolidée au 31/12/2001)	France	Services informatiques
E	10,67	Valeo	France	Équipement automobile
E	15,91	Trader.com	Pays-Bas	Annonces classées
IG	53,09	Wheelabrator Allevard	France	Abrasifs
IG	53,09	Abrasiv Muta	Slovénie	"
IG	53,09	Abrasivi metallici industriale SpA	Italie	"
E	53,09	All Abrasives	Afrique du Sud	"
IG	53,09	Geo Technical System	Italie	"
IG	53,09	A.M.P.Grenailles	Luxembourg	"
E	10,62	Celik Granul	Turquie	"
IG	53,09	Deutsche Wheelabrator	Allemagne	"
IG	53,09	Diasint Iberica	Espagne	"
IG	53,09	Diasint Italie	Italie	"
IG	47,78	Eder Strahlmittelwerk	Autriche	"
IG	47,78	Eder Strahltechnik	Autriche	"
E	34,51	Gojump Entreprise Co Ltd	Taiwan	"
IG	53,09	IKK do Brasil	Brésil	"
IG	42,47	IKK Shot Co Ltd	Japon	"
IG	53,09	Kovobrasiv Mnisek Spol	République tchèque	"
IG	53,09	Metabrasive Ltd	Grande-Bretagne	"
IG	53,09	MT Trasformatzione Mettalli	Italie	"
E	53,08	Murga Argentina	Argentine	"
IG	53,09	National Metal Abrasiv	États-Unis	"
IG	53,09	Panabrasive Inc.	Canada	"
IG	31,85	Peraita	Espagne	"
IG	53,07	P.G.M.	France	"
IG	31,85	Recupac	France	"
E	27,08	Reecon Steel Co Ltd	Taiwan	"
IG	53,09	Samedia	France	"
IG	42,47	Seoul Shot Industry Co. Ltd	Corée	"
IG	51,02	Shanghai Murga Steel Abrasives	Chine	"
IG	42,63	Siam IKK	Thaïlande	"
IG	53,09	Talleres Fabio Murga	Espagne	"
IG	53,09	Thomas Abrasives Ltd	Afrique du Sud	"
IG	53,09	Wheelabrator Abrasives Inc.	États-Unis	"
IG	53,09	Wheelabrator Allevard Espagnola	Espagne	"
IG	37,16	Wheelabrator Allevard Italia	Italie	"



Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	53,09	Orange-Nassau Groep BV	Pays-Bas	
IG	53,09	Onroerend Goed Orange-Nassau NV	Pays-Bas	Immobilier
IG	53,09	Orange-Nassau Energie BV	Pays-Bas	Energie
IG	53,09	Onepm	Pays-Bas	"
IG	53,09	Orange-Nassau Participaties BV	Pays-Bas	Participations
E	8,89	bioMérieux-Pierre Fabre	France	Pharmacie / Diagnostics
E	18,05	BMA	France	Contrôle Agro-alimentaire
E	41,56	Siliber bioMérieux Inc.	États-Unis	"
E	17,35	Bureau Veritas	France	Contrôle technique
IG	53,09	Figema	France	Placement
IG	53,09	Figemu	France	"
IG	53,09	Gip	France	"
IG	53,09	Sofisamc	Suisse	"
IG	53,09	Sofiservice	France	"
IP	26,55	Sofu	France	"
IG	53,09	Solfur	France	"
IG	53,09	Fimup	France	"
IG	53,09	Trief Corporation	Luxembourg	"

IG : Intégration Globale

IP : Intégration Proportionnelle

E : Mise en Equivalence

### 3.4 Principales sociétés consolidées par Stallergènes (au 31 décembre 2001)

Méthode de consolidation	% d'intérêt	Nom des sociétés	Pays d'activité	Secteur
IG	47,51	Stallergènes SA	France	
IG	47,51	SCI Stallergènes Antony	France	
IG	47,51	DHS SA	France	Immunothérapie
IG	47,51	Stallergènes España	Espagne	"
IG	47,51	Erste	Allemagne	"
IG	47,51	Stallergènes GmbH	Allemagne	"
IG	47,51	Stallergènes GmbH & Co KG	Allemagne	"
IG	47,51	Stallergènes Italia	Italie	"
IG	47,51	Laboratoire Stallergènes SARL	Suisse	"
IG	47,51	Stallergènes Belgium	Belgique	"

IG : Intégration Globale

## Rapport des Commissaires aux comptes

sur les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2001

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Marine-Wendel établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2001, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations données dans le rapport de gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 19 avril 2002  
Les Commissaires aux comptes

Ernst & Young Audit

François Carrega

Befec - Price Waterhouse  
Membre de PricewaterhouseCoopers

Daniel Chauveau





## Fusion Marine-Wendel et CGIP

Rapport du Conseil d'administration à l'assemblée générale mixte des actionnaires réunie le 13 juin 2002	<b>33</b>
Rapport des Commissaires à la fusion sur la rémunération des apports	<b>35</b>
Rapport des Commissaires à la fusion sur la valeur des apports	<b>48</b>
Rapport des Commissaires aux comptes sur la reprise des engagements relatifs aux options d'achat et de souscription attribuées par la CGIP	<b>53</b>
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission de diverses valeurs mobilières avec et sans suppression du droit préférentiel de souscription	<b>53</b>
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée aux salariés adhérents du plan d'épargne Groupe	<b>54</b>
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'ouverture d'options de souscription et d'achat d'actions au bénéfice de membres du personnel salarié et mandataires sociaux du Groupe	<b>54</b>



# Rapport du Conseil d'administration à l'assemblée générale mixte des actionnaires réunie le 13 juin 2002

Mesdames, Messieurs,

Nous vous réunissons en assemblée générale mixte à l'effet de soumettre à votre approbation les termes d'un traité de fusion dont le projet a été signé le 29 mars 2002 par votre Société et la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations (CGIP) ainsi que l'ensemble des dispositions qui permettront la mise en place de la société fusionnée.

## Approbation de la fusion

La fusion Marine-Wendel - CGIP constitue la dernière étape du processus de simplification des structures du Groupe, engagé par les conseils d'administration de la CGIP et de Marine-Wendel lors de leurs réunions du 27 novembre 2001.

La réussite des offres publiques de rachat d'actions menées par Marine-Wendel et la CGIP, première étape de cette démarche, constituait un préalable à cette fusion.

Le présent projet de fusion est motivé par la volonté de simplifier la structure du Groupe, qui, outre les avantages d'une gestion unifiée et d'une stratégie d'investissement facilitée, permettra :

- La création d'un nouveau groupe avec un actif net réévalué avant impôts de près de 3 Mds€ et de 2,7 Mds€ après impôts, pour une capitalisation boursière de l'ordre de 2 Mds€ ;
- L'amélioration de la liquidité des titres, le flottant de l'entité fusionnée se trouvant considérablement élargi passant de 46 % à environ 65 % du capital et constituant l'un des plus importants flottants des holdings français avec environ 1,3 Mds€ détenus par le public.

Ce projet prendrait la forme d'une fusion-absorption de la CGIP par votre Société, la CGIP faisant apport à Marine-Wendel de la totalité de son actif, à charge pour cette dernière de reprendre l'intégralité de son passif.

La fusion se réaliserait sur la base des valeurs nettes comptables des éléments actifs et passifs de la CGIP telles qu'elles figurent dans son bilan arrêté au 31 décembre 2001 et approuvé par le Conseil d'administration du 27 mars 2001. En conséquence, après ajustement des événements de la période intercalaire, l'actif net apporté s'élèverait à 1 028 691 678,26 €.

Compte tenu des critères d'évaluation retenus (précisés dans le document E annexé au présent rapport), le rapport d'échange a été fixé à 1,9 action CGIP pour 1 action Marine-Wendel.

Néanmoins, dans un souci de simplification des opérations d'échange, le Conseil d'administration de votre Société vous propose de diviser le nominal de chaque action par deux. Si cette division était approuvée par l'assemblée générale extraordinaire, et sous réserve de l'attribution gratuite par la CGIP d'une action nouvelle pour 19 actions détenues, le rapport d'échange serait alors mécaniquement porté à une action de votre Société pour une action CGIP.

En conséquence, compte tenu de ce rapport, il devrait être théoriquement créé 62 432 754 actions Marine-Wendel en échange des 62 432 754 actions CGIP existantes après l'attribution gratuite des actions.

Toutefois, conformément à l'article L. 236-3 du Code de commerce, il ne serait pas procédé à l'échange des :

- 4 972 529 actions CGIP autodétenues,
- 33 583 496 actions CGIP détenues par Marine-Wendel, cette dernière renonçant à exercer ses droits à l'attribution de ses propres actions résultant des actions CGIP dont elle est propriétaire.

En conséquence, en représentation de la valeur des apports de CGIP, l'assemblée générale extraordinaire de votre Société devrait augmenter le capital de la Société par l'émission de 23 876 729 actions de 4 € nominal chacune, entièrement libérées attribuées aux actionnaires de la CGIP autres que Marine-Wendel, à raison d'une action Marine-Wendel pour une action CGIP.

Les actions nouvelles auraient donc droit, dans les mêmes conditions que les actions anciennes, à toute répartition de dividende, prélevé sur les bénéfices ou fonds propres, qui viendrait à être mis en paiement par Marine-Wendel postérieurement à leur création. Elles seraient, donc, de ce fait entièrement assimilées aux actions composant actuellement le capital social.

Une prime de fusion, réduite du montant correspondant à la valeur comptable des droits non exercés par Marine-Wendel ainsi que du montant correspondant à la valeur comptable des actions CGIP autodétenues, apparaîtrait pour 477 268 939,34 €.

La fusion prendrait effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 et, en conséquence, si vous approuvez cette opération, toutes les opérations actives et passives effectuées par la CGIP depuis cette date jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion seraient reprises par votre Société au jour de la réalisation définitive de la fusion.

En outre, par l'effet de la réalisation définitive de la fusion-absorption, la CGIP se trouverait dissoute de plein droit sans liquidation, par transmission universelle de son patrimoine à Marine-Wendel dans l'état dans lequel il se trouvera à la date de réalisation définitive de l'opération, les actionnaires de la société dissoute acquérant simultanément la qualité d'actionnaire de Marine-Wendel dans les conditions sus indiquées.

Nous vous indiquons ensuite que le projet de traité de fusion, l'augmentation de capital de votre Société, la dissolution de la CGIP qui en résulte sont soumis aux conditions suspensives suivantes :

- l'approbation par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la CGIP des comptes annuels clos au 31 décembre 2001 et de l'affectation du bénéfice telle que proposée par le Conseil d'administration ;
- l'approbation par les assemblées générales extraordinaires des actionnaires de votre Société et de la CGIP du présent projet de fusion.

Il a été prévu que si ces conditions suspensives n'étaient pas satisfaites au 30 septembre 2002, le projet de traité de fusion sera considéré à cette date comme nul et non avenue.

Nous vous précisons que, d'un point de vue fiscal, les parties prévoient de placer la présente fusion sous le régime spécial prévu à l'article 210 A du Code général des impôts. En matière de droits d'enregistrement, la fusion donnera lieu au paiement d'un droit, prévu à l'article 816 du Code général des impôts, applicable aux sociétés françaises soumises à l'impôt sur les sociétés.

Nous vous indiquons enfin que cette opération de fusion a donné lieu à l'établissement d'un document (schéma E) enregistré par la Commission des Opérations de Bourse sous le numéro E.02-099 en date du 7 mai 2002, et annexé au présent rapport.

## Mise en place de la société fusionnée

Parallèlement à la fusion, il sera proposé à l'assemblée générale extraordinaire d'annuler l'intégralité des actions autodétenues par votre Société à l'exception des actions conservées en vue de servir éventuellement les options d'achat d'actions initialement consenties par CGIP. Aux termes de ces différentes opérations, le capital social de Marine-Wendel devrait être porté à 223 683 852 €, divisé en 55 920 963 actions.

Conformément aux engagements pris dans le cadre de la fusion, il sera également demandé à l'assemblée générale extraordinaire de reprendre les options de souscription et d'achat d'actions consenties par la CGIP à certains mandataires sociaux et cadres salariés du Groupe.

Pour marquer cette nouvelle étape dans l'évolution de notre groupe, il sera proposé à l'assemblée générale de modifier la dénomination sociale de la nouvelle société fusionnée pour adopter celle de Wendel Investissement.

Afin d'harmoniser la date de clôture de l'exercice de la société absorbante avec celle des principales filiales de l'ensemble fusionné, il sera proposé à l'assemblée générale de modifier la date de clôture de l'exercice en la fixant au 31 décembre. À titre exceptionnel, l'exercice en cours, ouvert le 1<sup>er</sup> juillet 2001, sera clos le 31 décembre 2002 et comportera dix-huit mois. Il sera également proposé à l'assemblée de nommer de nouveaux membres au Conseil d'administration afin d'élargir ce dernier ainsi que de nommer un deuxième Commissaire aux comptes suppléant.

Afin de donner à la nouvelle entité les moyens de son développement, nous vous proposerons de renouveler l'ensemble des autorisations financières de votre Société (autorisation d'augmenter de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, autorisation d'augmenter le capital par incorporation de réserves, autorisation d'augmenter le capital au profit des salariés, autorisation de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions, autorisation d'émettre des titres de créance, autorisation de lancer un nouveau programme de rachat limité).

Les précisions qui viennent de vous être données, les rapports et appréciations des Commissaires aux comptes et des Commissaires à la fusion (Madame Bricard et Monsieur Ledouble) sur les modalités de la fusion et sur la valeur des apports en nature ainsi que l'annexe au présent rapport, nous conduisent à espérer que vous voudrez bien approuver les résolutions qui vous sont proposées dans l'intérêt de votre Société.

Le Conseil d'administration

# Rapport des Commissaires à la fusion

## sur la rémunération des apports

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission de Commissaires à la fusion qui nous a été confiée par ordonnance de M. le Président du tribunal de commerce de Paris en date du 31 janvier 2002, concernant la fusion par absorption de la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations par la société Marine-Wendel, et conformément aux dispositions de l'article L. 236-10 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur la rémunération des apports devant être réalisés au profit de Marine-Wendel par la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations, ci-après désignée CGIP.

Notre appréciation de la valeur des apports fait l'objet d'un rapport distinct.

À aucun moment, nous ne nous sommes trouvés dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

La rémunération des apports résulte du rapport d'échange qui a été arrêté dans le projet de traité de fusion signé par les représentants des sociétés concernées en date du 29 mars 2002. Il nous appartient d'exprimer un avis sur le caractère équitable du rapport d'échange. À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes, applicables à cette mission; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à vérifier que les valeurs relatives attribuées aux actions des sociétés participant à l'opération sont pertinentes et, d'autre part, à analyser le positionnement du rapport d'échange par rapport aux valeurs relatives jugées pertinentes.

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur cette opération; l'exposé adoptera le plan suivant :

1. Economie générale et modalités de l'opération envisagée,
2. Vérification de la pertinence des valeurs relatives attribuées aux actions des sociétés participant à l'opération,
3. Appréciation du caractère équitable du rapport d'échange proposé,
4. Conclusion.

## 1. ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET MODALITÉS DE L'OPÉRATION ENVISAGÉE

### 1.1 – Contexte et nature de l'opération envisagée

#### 1.1.1 – Principales caractéristiques des sociétés concernées

##### 1.1.1.1 – CGIP

CGIP, société absorbée, est une société anonyme au capital de 652 422 287 €, arrêté au 29 mars 2002, date de signature du traité de fusion, sise 89 rue Taitbout, 75009 Paris. Le capital est composé de 59 311 117 actions de 11 € (CGIP détient 4 723 904 de ses propres actions); elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 308 389 519.

CGIP a émis le 24 novembre 1997 un emprunt obligataire de 2 Mds F qui, suite à sa conversion en euros, est représenté par 304 898 034 obligations d'une valeur nominale de 1 €. L'échéance de cet emprunt est fixée au 24 novembre 2002. Par ailleurs, des options de souscription ou d'achat d'actions ont été émises au bénéfice des mandataires sociaux et des cadres salariés de CGIP et de sociétés liées; 1 019 742 d'entre elles n'étaient pas exercées à la date de signature du traité de fusion. Afin de figer le capital en vue de la fusion, le droit d'exercer ces options a été suspendu pour la période du 23 avril 2002 jusqu'à la date de l'assemblée générale devant se prononcer sur la fusion. Dans l'intervalle (27 mars 2002 – 23 avril 2002), aucune option n'a été levée.

Au titre de la période dite de rétroactivité comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et la date de l'assemblée générale devant se prononcer sur la fusion, CGIP a procédé à :

- la distribution d'un acompte sur dividendes dont la partie relative aux actions autodétenues n'a pas été mise en paiement;
- un rachat d'actions CGIP dans le cadre d'une Offre Publique d'Achat Simplifiée et d'une d'Offre Publique de Rachat;
- une annulation d'actions décidée par le conseil d'administration du 1<sup>er</sup> mars 2002;
- une augmentation de capital suite à l'exercice d'options de souscription et à un prélèvement sur la réserve spéciale des plus-values à long terme;
- la vente à réméré d'actions Cap Gemini Ernst & Young et Valeo;
- l'émission, le 24 avril 2002, d'un emprunt obligataire convertible en actions Valeo.



Par ailleurs, il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire du 13 juin 2002, appelée à approuver les comptes de l'exercice 2001, préalablement à la fusion, de procéder à une distribution de dividendes de 1 € par action.

#### **1.1.1.2 – Marine-Wendel**

Marine-Wendel, société bénéficiaire des apports, est une société anonyme au capital de 141 194 960 € composé de 17 649 370 actions de 8 € de nominal (Marine-Wendel détient actuellement 1 741 404 de ses propres actions). Elle est sise 89 rue Taitbout, 75009 Paris; elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 572 174 035.

Pendant la période de rétroactivité, Marine-Wendel a procédé à un rachat d'actions Marine-Wendel dans le cadre d'une offre publique d'achat simplifiée.

Il sera distribué préalablement à la fusion un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2001/2002, d'un montant de 2,2 € par action de 8 € de nominal.

#### **1.1.1.3 – Dispositions communes**

Les actions de CGIP et Marine-Wendel sont inscrites au premier marché d'Euronext Paris.

Par ailleurs, les deux sociétés exercent la même activité de gestion d'un portefeuille de participations industrielles, commerciales et financières.

#### **1.1.1.4 – Liens entre les sociétés**

##### *Liens en capital*

À la date de signature du traité de fusion, Marine-Wendel détenait 31 904 322 actions CGIP, soit 53,79 % du capital et 72,41 % des droits de vote de cette société.

##### *Administrateurs et dirigeants communs*

Les sociétés Marine-Wendel et CGIP ont pour administrateurs et/ou dirigeants sociaux communs :

- M. Ernest-Antoine Seillière de Laborde, Président des Conseils d'administration de CGIP et de Marine-Wendel ;
- M. Louis-Amédée de Moustier, administrateur de Marine-Wendel et représentant permanent de Société de Gérance de Valeurs Mobilières au Conseil d'administration de CGIP ;
- M. Hubert Leclerc de Hauteclocque, administrateur de CGIP et représentant permanent de la Société Lorraine de Participations Sidérurgiques au Conseil d'administration de Marine-Wendel.

#### **1.1.2 – Objectif de l'opération**

La présente opération fait suite aux offres publiques de rachat d'actions et d'achat simplifiée, initiées par CGIP ainsi qu'à l'offre publique d'achat simplifiée mise en œuvre par Marine-Wendel.

Elle constitue l'ultime étape du processus de restructuration du Groupe, constitué de Marine-Wendel et sa filiale CGIP, initié en novembre 2001, visant à simplifier les structures.

Le traité de fusion précise notamment :

- qu'à l'issue de cette fusion, Wendel-Participations actionnaire majoritaire, conservera le contrôle de la société en droits de vote ;
- les actions de Marine-Wendel devraient bénéficier d'une réduction de la décote par rapport à l'actif net du fait de la suppression d'un niveau de holding ;
- les actionnaires bénéficieront de titres avec une liquidité accrue.

#### **1.2 – Modalités proposées pour la réalisation de l'opération**

Les modalités de réalisation de l'opération, présentées de façon détaillée dans le traité de fusion du 29 mars 2002, peuvent se résumer comme suit.

Au plan comptable et fiscal, la présente fusion sera rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2002 ; l'article 6 du traité de fusion recense les opérations intervenues pendant la période intercalaire. L'opération d'apport est réalisée à la valeur pour laquelle les éléments d'actif et de passif figurent dans les comptes de la société CGIP au 31 décembre 2001. En matière d'impôt sur les plus-values, l'opération est placée sous le régime de faveur prévu à l'article 210-A du Code général des impôts.

En ce qui concerne les droits d'enregistrement, le droit d'apport sera limité au seul droit fixe.

Du fait de la fusion, Marine-Wendel reprendra à sa charge les engagements conclus par CGIP, à savoir :

- les engagements hors bilan de CGIP, notamment ceux en matière de cautions, avals et garanties exposés dans l'annexe aux comptes annuels ;
- l'emprunt obligataire inscrit au passif du bilan de CGIP ainsi que la dette souscrite dans le cadre de la mise en place du financement des opérations de rachat d'actions CGIP ;
- les engagements résultant de l'attribution aux actionnaires de CGIP de bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young entraînant l'inaliénabilité jusqu'au 31 mars 2003 des titres Cap Gemini Ernst & Young pouvant être acquis en exécution de ces bons.

Les actions Marine-Wendel émises en rémunération de l'apport porteront jouissance à compter de leur émission. À ce titre, elles bénéficieront des mêmes droits aux dividendes que les actions anciennes, à l'exception du dividende payé en 2003 qui sera diminué d'un abattement forfaitaire de 2,2 € par action de 8 € de nominal, soit 1,1 € par action de 4 € de nominal, correspondant au montant net d'avoir fiscal de l'acompte sur dividende devant être attribué aux actionnaires de Marine-Wendel aux termes d'une décision du Conseil d'administration du 27 mars 2002.

L'opération de fusion est soumise aux conditions suspensives suivantes :

- approbation par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de CGIP, des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2001 et de l'affectation du bénéfice telle que proposée par le Conseil d'administration ;
- approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CGIP du présent projet de fusion ;
- approbation par l'assemblée générale extraordinaire de Marine-Wendel du présent projet de fusion.

De plus, si la fusion n'était pas réalisée avant le 30 septembre 2002, il est convenu que le projet de fusion serait considéré comme nul et de nul effet, sans qu'il y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part et d'autre.

### 1.3 – Valeur de l'apport

Le montant de l'actif net apporté par CGIP s'élève, selon le traité de fusion, à un montant de 1 028 691 678 € correspondant à (en euros) :

Actif net au 31 décembre 2001	1 391 837 534
Eléments intervenus postérieurement au 31 décembre 2001, avec une incidence sur le montant des apports	(363 145 856)
<b>à ajouter</b> : acompte sur dividendes non mis en paiement pour les actions CGIP autodétenues	1 246 404
<b>à déduire</b> : annulation d'actions décidée par le Conseil d'administration du 1 <sup>er</sup> mars 2002	(342 230 934)
<b>à ajouter</b> : augmentation de capital suite à l'exercice d'options de souscription	482 759
<b>à déduire</b> : dividende à verser en juin 2002 sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale ordinaire du 13 juin 2002 (hors dividendes attachés aux actions détenues par Marine-Wendel et aux actions autodétenues)	(22 644 085)
<b>Actif net apporté</b>	<b>1 028 691 678</b>

### 1.4 – Rémunération des apports et augmentation de capital

Au jour de la signature du traité de fusion, le rapport d'échange a été fixé à 1 action Marine-Wendel de 8 € de valeur nominale pour 1,9 action CGIP de 11 € de valeur nominale.

Afin de faciliter la réalisation de l'échange des titres, il est prévu, préalablement à la fusion, de modifier la composition du capital des sociétés participant à la fusion :

- division par 2 du nominal de l'action Marine-Wendel conduisant à attribuer 2 actions de 4 € de valeur nominale en échange d'1 action actuelle de 8 € de valeur nominale ;
- augmentation du capital de CGIP par incorporation de réserves en vue de l'attribution gratuite d'1 action de 11 € de nominal pour 19 actions anciennes.

Sous réserve de la réalisation de ces opérations, le rapport d'échange devrait être fixé à 1 action Marine-Wendel au nominal de 4 € de nominal pour 1 action CGIP de 11 € de nominal.

L'augmentation de capital de Marine-Wendel, devant rémunérer l'apport CGIP, sera déterminée comme suit :

Nombre d'actions CGIP existant au jour de la signature du traité de fusion		59 311 117
Nombre d'actions CGIP après l'attribution d'1 action gratuite pour 19 actions anciennes (A)	59 311 117 x 20/19	62 432 754
<b>à déduire :</b>		
actions CGIP autodétenues (B)	4 723 904 x 20/19	(4 972 529)
actions CGIP détenues par Marine-Wendel (C)	31 904 322 x 20/19	(33 583 496)
Soit (A) – (B) – (C)		23 876 729
à rémunérer par une création de 23 876 729 actions Marine-Wendel au nominal de 4 €, soit une augmentation de capital de		
		95 506 916 €
La différence entre le montant de l'actif net apporté par CGIP de		1 028 691 678 €
et cette augmentation de capital de		95 506 916 €
constituera le montant brut de la prime de fusion d'un montant de		933 184 762 €

Cette prime de fusion sera ensuite diminuée :

---

De la valeur comptable des 31 904 322 actions (hors actions gratuites) CGIP détenues par Marine-Wendel	(250 009 035 €)
--	-----------------

---

De la valeur comptable dans les comptes de CGIP des 4 723 904 actions CGIP autodétenues	(205 906 788 €)
---	-----------------

---

Soit un montant net de la prime de fusion de	477 268 939 €
---	---------------

---

Enfin, la prime sera augmentée :

---

du montant de la plus-value réalisée par Marine-Wendel lors de la cession de 3 200 000 actions CGIP dans le cadre de l'OPRA intervenue au début de l'année 2002	115 724 121 €
--	---------------

---

Le montant final de la prime de fusion sera donc de	592 993 060 €
--	---------------

---

## 2. VÉRIFICATION DE LA PERTINENCE DES VALEURS RELATIVES ATTRIBUÉES AUX ACTIONS DES SOCIÉTÉS PARTICIPANT À L'OPÉRATION

### 2.1 – Valeurs relatives attribuées par les parties aux actions des sociétés participant à l'opération

Les parties au traité de fusion ont privilégié deux approches de valorisation dans le cadre de la détermination du rapport d'échange :

- le cours de Bourse ;
- l'actif net comptable réévalué.

Selon les termes de l'annexe 7 du traité de fusion, ces méthodes reflètent respectivement la valeur de marché des sociétés et leur valeur intrinsèque.

À titre accessoire, la parité a été déterminée à l'aide des critères suivants :

- actif net comptable consolidé ;
- résultat récurrent, part du Groupe ;
- dividendes.

### 2.1.1 – Parité par référence au cours de Bourse

L'analyse des cours de bourse des deux sociétés a été réalisée au 28 février 2002, date de mise à jour des études menées par la banque conseil.

Il en ressort les parités suivantes (en euros) :

	Marine-Wendel	CGIP	Parité
Cours instantané	70,0	37,9	1,85
Cours moyen 1 mois	70,2	37,9	1,85
Cours moyen 3 mois	69,2	37,4	1,85
Cours moyen 6 mois	61,3	34,0	1,80
Cours moyen 12 mois	67,6	38,5	1,76

Source : Datastream, moyenne arithmétique des cours de clôture.

### 2.1.2 – Actif net réévalué

L'actif net réévalué des deux sociétés a été déterminé de façon homogène en considérant les approches ci-dessous.

#### 2.1.2.1 – Marine-Wendel

Le patrimoine de Marine-Wendel est essentiellement composé d'actions CGIP et de titres d'autres sociétés.

L'évaluation des titres de participation a été réalisée ainsi :

- CGIP : actif net réévalué ;
- autres titres cotés : cours de Bourse au 28 février 2002, cours moyen 1 mois et cours moyen 3 mois ;
- titres non cotés : valeur estimée notamment à partir de transactions.

Les autres actifs et passifs ont été retenus pour leur valeur du marché ou à défaut leur valeur nette comptable.

En outre, les événements de la période intercalaire intervenus sur le capital, ainsi que les distributions de dividendes ont été intégrés.



En application de ces méthodes, les éléments chiffrés ressortent comme suit (en milliers d'euros) :

Actif net selon situation comptable au 31 décembre 2001	389 593
Evénements postérieurs à la fusion, avec une incidence sur cet actif net	(3 094)
Solde du dividende CGIP devant être décidé lors de l'assemblée générale du 13 juin 2002	31 904
Acompte sur dividendes Marine-Wendel	(34 998)
	<b>386 499</b>
<b>à déduire</b> : valeur nette comptable des actions autodétenues à ce jour	(141 987)
<b>à ajouter</b> : plus-values latentes sur titres de participation (calcul sur base cours moyen 1 mois)	1 568 992
<b>Soit un actif net réévalué de</b>	<b>1 813 504</b>
<b>à déduire</b> : fiscalité latente	(147 000)
<b>Valeur nette</b>	<b>1 666 504</b>

soit une valeur par action, sur la base de 15 907 966 titres (hors actions autodétenues), de :

– avant fiscalité latente	1 813 504 000 / 15 907 966, soit	114 €
– après fiscalité latente	1 666 504 000 / 15 907 966, soit	104,7 €

### 2.1.2.2 – CGIP

Compte tenu de son activité, le patrimoine de CGIP est essentiellement composé de titres dont la valorisation repose sur les critères suivants :

- titres cotés : par référence à différentes moyennes de cours de bourse (cours spot au 28 février 2000, cours moyen 1 mois et cours moyen 3 mois) ;
- titres non cotés : en fonction de multiples déterminés sur un échantillon de sociétés comparables cotées en considérant les cours moyens 1 mois et au 28 février 2002.

Les autres actifs et passifs ont été inscrits pour leur valeur du marché ou leur valeur nette comptable.

Enfin, il a été tenu compte des événements de la période intercalaire portant sur des modifications du capital social et sur des distributions de dividendes.

Compte tenu de la méthode utilisée par la banque conseil, et du nombre important de holdings intermédiaires dans le groupe CGIP, il n'a pas été possible de déterminer directement, à partir de la comptabilité de la société mère (comme cela a été effectué pour Marine-Wendel) le montant des plus-values latentes sur titres de participation. Toutefois, les contrôles auxquels nous avons procédé n'ont pas révélé d'erreurs matérielles dans les retraitements effectués. Il a donc été possible d'induire le tableau, ci-après, de leurs calculs (en milliers d'euros) :

Actif net comptable au 31 décembre 2001	1 391 837
Evénements intervenus postérieurement à la fusion, avec une incidence sur cet actif net	(363 145)
<b>à ajouter</b> : acompte sur dividendes non mis en paiement pour les actions CGIP autodétenues	1 247
<b>à déduire</b> : annulation d'actions décidée par le Conseil d'administration du 29 mars 2002	(342 231)
<b>à ajouter</b> : augmentation de capital suite à exercice d'options de souscription	483
<b>à déduire</b> : dividende à verser en juin 2002 sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale ordinaire du 13 juin 2002	(22 644)
	<b>1 028 692</b>
<b>à déduire</b> :	
dividendes attachés aux actions autodétenues et aux actions détenues par Marine-Wendel	(31 905)
valeur nette comptable des actions autodétenues à ce jour	(205 906)
<b>à ajouter</b> :	
plus-values latentes sur titres de participation (sur la base du cours moyen 1 mois)	2 029 119
<b>Soit un actif net réévalué de</b>	<b>2 820 000</b>
<b>à déduire</b> : fiscalité latente	(232 000)
<b>Valeur nette</b>	<b>2 588 000</b>

soit une valeur par action, sur la base de 54 585 405 actions au 28 février 2002 (hors actions autodétenues), de :

– avant fiscalité latente	2 820 000 000 / 54 585 405 <sup>(1)</sup> , soit	51,7 €
– après fiscalité latente	2 588 000 000 / 54 585 405 <sup>(1)</sup> , soit	47,4 €

(1) pm : nombre d'actions réel à la date de la signature du traité de fusion : 54 587 213, soit un écart non significatif de 1 808 actions correspondant à l'exercice d'options.



### 2.1.2.3 – Parité induite

Selon ces valeurs relatives, la parité ressort à (en euros) :

	Marine-Wendel	CGIP	Parité
Avant fiscalité latente	114,0	51,7	2,21
Après fiscalité latente	104,7	47,4	2,21

Les simulations de calcul d'actif net réévalué en considérant, pour les participations cotées, des cours moyens trois mois puis des cours à la date du 28 février 2002 ne conduisent pas à une remise en cause de la parité précédemment déterminée.

	Marine-Wendel	CGIP	Parité
<b>Avant fiscalité latente</b>			
Cours au 28 février 2002	115,1	52,3	2,20
Moyen sur 3 mois au 28 février 2002	114,6	52,0	2,20
<b>Après fiscalité latente</b>			
Cours au 28 février 2002	105,6	47,9	2,20
Moyen sur 3 mois au 28 février 2002	105,5	47,8	2,21

### 2.1.3 – Autres approches de parité

À titre d'information, les parités auxquelles aboutissent les autres critères de parité mentionnés en annexe 7 du traité de fusion sont les suivantes :

*Actif net comptable consolidé*

	Marine-Wendel	CGIP	Parité
2001	75,82	32,77	2,31
2000	98,82	45,74	2,16
1999	70,32	31,81	2,21

*Résultat récurrent après impôt, part du Groupe*

	Marine-Wendel	CGIP	Parité
2001	3,73	1,59	2,34
2000	5,18	2,28	2,27
1999	3,98	2,00	1,99

*Dividendes*

	Marine-Wendel	CGIP	Parité
2001	2,2	1,0	2,20
2000	2,0	0,9	2,22
1999	1,6	0,7	2,25

Par ailleurs, les parties ont écarté les critères d'évaluation fondés sur des approches analogiques et sur l'actualisation des flux prévisionnels de trésorerie, eu égard à l'activité de holding spécifique de chacune des sociétés prenant part à l'opération de fusion.

### 2.1.4 – Parité retenue

Selon les termes de l'annexe 7 du traité de fusion, la parité proposée de 1 action Marine-Wendel pour 1,9 action CGIP est intermédiaire entre les parités de cours de Bourse d'une part, et la parité d'actif net réévalué, d'autre part. Ce niveau traduit le partage entre les deux collèges d'actionnaires de la différence de décote de holding entre Marine-Wendel et CGIP. En outre, la parité proposée se situe à un niveau très proche de la parité implicite des offres publiques d'achat initiées en début d'année par Marine-Wendel et CGIP, soit 1,86, qui constitue une référence de marché récente.

## 2.2 – Diligences effectuées par les Commissaires à la fusion

En exécution de la mission qui nous a été confiée et conformément aux dispositions des articles 236-10 et suivants du Code de commerce, nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes, afin de :

- vérifier la pertinence des valeurs relatives attribuées aux actions des sociétés participant à l'opération ;
- analyser le positionnement du rapport d'échange par référence aux valeurs relatives jugées pertinentes et à l'importance relative qui leur est donnée.

Dans ce cadre, nous avons notamment :

- pris connaissance du traité de fusion et de l'opération dans son ensemble ;
- contrôlé les chiffres utilisés pour la rémunération et résultant des opérations de la période intercalaire sur le capital des sociétés participant à l'opération de fusion ;
- examiné les conditions de l'offre publique de rachat d'actions et de l'offre publique d'achat d'actions simplifiée initiées par CGIP, et de celle initiée par Marine-Wendel début 2002 ;
- consulté les dossiers des Commissaires aux comptes de CGIP sur les comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2001, et de ceux des Commissaires aux comptes de Marine-Wendel sur la situation au 31 décembre 2001 et les comptes consolidés au 31 décembre 2001 ;
- pris connaissance des travaux réalisés par la banque conseil ainsi que de l'attestation d'équité émise par ABN Amro ;
- procédé à un examen critique des évaluations de la banque conseil et mis en place des méthodes alternatives afin d'examiner la sensibilité de la parité à différentes hypothèses ;
- étudié l'évolution du cours de Bourse des titres CGIP et Marine-Wendel ;
- examiné les évaluations des lignes de participations et retenu des approches alternatives d'évaluation,
- pris connaissance des événements significatifs intervenus depuis le 31 décembre 2001 dans les sociétés CGIP et Marine-Wendel ainsi que dans leurs participations.



Dans le cadre de l'analyse de l'évaluation des différentes participations tant de CGIP que de Marine-Wendel, nous avons procédé comme suit :

- Sociétés dont les titres sont cotés :
  - analysé l'évolution du cours de Bourse sur une longue période ainsi que sur le mois de mars 2001 ;
  - revu les notes récentes des analystes financiers ;
  - procédé à une analyse comparative des prévisions d'activité attendues par le marché et reflétées dans le cours de bourse ;
  - examiné les comptes annuels des trois dernières années et les communiqués financiers de la dernière année.
- Sociétés non cotées :
  - examiné les comptes disponibles des trois dernières années, et obtenu lorsque cela était possible des données prévisionnelles ;
  - dans l'hypothèse de l'obtention d'un plan d'activité, procédé à une évaluation par actualisation des flux prévisionnels de trésorerie ;
  - revu l'échantillon de sociétés comparables et contrôlé, par sondages, les calculs entrepris ;
  - analysé les opérations récentes portant sur les titres concernés ;
  - procédé à une analyse critique des évaluations de la banque conseil.

Par ailleurs, les dirigeants des sociétés Marine-Wendel et CGIP nous ont confirmé qu'il n'existe à ce jour aucun risque ou engagement hors bilan susceptible de remettre en cause la parité proposée.

### 2.3 – Limites de nos travaux

Nos travaux comportent certaines limites.

En ce qui concerne les sociétés cotées, nous avons eu accès exclusivement aux informations et aux données financières publiques ; nous n'avons notamment pas été en mesure de procéder à la revue des dossiers des Commissaires aux comptes, d'une part, et d'examiner les prévisions internes, d'autre part. Par ailleurs, nous n'avons pas eu de contacts avec les dirigeants de ces sociétés.

Nous avons obtenu des données prévisionnelles pour une partie seulement des participations non cotées de CGIP. Aussi, un recoupement des valeurs retenues par la banque conseil, avec une approche d'évaluation par actualisation des flux futurs de trésorerie n'a pu être mise en œuvre pour toutes les participations non cotées.

Les évaluations des activités énergie et immobilier d'Orange-Nassau, qui ont été réalisées en interne par les dirigeants de la Société, ont été retenues en l'état par la banque conseil. Au cours de nos travaux, nous avons examiné les informations qui ont sous-tendu les calculs et obtenu une lettre d'affirmation permettant aux dirigeants de nous confirmer les hypothèses spécifiques. En revanche, nous n'avons pas vérifié physiquement la réalité du patrimoine de ces activités.

## 2.4 – Appréciation de la pertinence des valeurs relatives attribuées aux actions des sociétés participant à l'opération

### 2.4.1 – Critères écartés

Compte tenu de l'activité similaire de holding des sociétés Marine-Wendel et CGIP, nous considérons que certains critères de détermination de la parité peuvent être écartés. L'approche par comparaison de l'actif net comptable, fondée sur des valeurs historiques, ne représente pas le patrimoine des deux entités et dès lors ne peut être considérée comme probante.

De même, le résultat courant et la capacité distributive de Marine-Wendel et de CGIP sont liés à la rentabilité des différentes participations, dont certaines sont des détentions minoritaires, ainsi qu'aux options prises en matière de placements. Aussi, les résultats passés ne peuvent, à notre avis, être supposés systématiquement récurrents et refléter le rendement du patrimoine des deux sociétés.

Enfin, l'importance des participations dans des sociétés cotées et de participations minoritaires ne permet pas de disposer de données prévisionnelles pour l'ensemble des deux groupes. Dès lors, une approche d'évaluation par actualisation des flux prévisionnels de trésorerie ne peut être envisagée.

Compte tenu de ces éléments, nous avons également privilégié les deux critères de parité suivants :

- la comparaison des cours de Bourse ;
- l'actif net réévalué.

### 2.4.2 – Critères des cours de bourse

Les critères généralement admis pour apprécier la pertinence d'un cours de Bourse sont le flottant, la liquidité et, dans une moindre mesure, l'importance du suivi par les analystes boursiers.

Les actions de Marine-Wendel et de CGIP sont cotées sur le premier marché d'Euronext Paris. Leur flottant est supérieur à 45 % et les volumes quotidiens de transactions sont suffisants pour garantir la pertinence du critère des cours de Bourse, étant toutefois précisé que ces titres sont peu suivis par les analystes boursiers, notamment en raison du plus faible intérêt porté par les investisseurs aux sociétés holdings.

Par ailleurs, il convient de remarquer que le cours de Marine-Wendel et de CGIP fait ressortir une décote par rapport à l'actif net réévalué. Cette décote (de l'ordre de 20 % pour CGIP et de 33 % pour Marine-Wendel, selon les calculs de la banque conseil effectués en février 2002), qui traduit notamment les inconvénients financiers et fiscaux d'un investissement dans une holding, ne limite toutefois pas la pertinence du cours de bourse, compte tenu de l'importance des volumes d'échange.

En outre, les deux sociétés faisant ressortir, toutes deux, une décote de holding, la parité déterminée selon les cours de Bourse est homogène.

La parité a été calculée par la banque conseil sur la base du cours "spot" au 28 février 2002, et des moyennes sur des périodes de un à douze mois, sans pondération en fonction des volumes de transactions.

En ce qui nous concerne, nous avons jugé opportun d'utiliser les cours moyens pondérés par les volumes de transactions quotidiens.

Par ailleurs, à titre d'information, nous avons mesuré la parité :

- sur longue période, rétrospectivement à compter du 27 novembre 2001, date d'ouverture des offres publiques sur les titres CGIP et Marine-Wendel ;
- sur la base des cours les plus hauts et les plus bas sur les douze derniers mois précédant le 28 février 2002.

Les parités issues de nos différents calculs sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	Cours moyen pondéré par les volumes jusqu'au 27 novembre 2001		Parité Marine-Wendel /CGIP
	CGIP	Marine-Wendel	
1 mois	33,85 €	58,46 €	1,73
3 mois	30,10 €	50,91 €	1,69
6 mois	33,84 €	58,38 €	1,73
1 an	43,90 €	80,56 €	1,84
2 ans	51,27 €	83,91 €	1,64
3 ans	49,46 €	79,84 €	1,61
4 ans	46,66 €	75,24 €	1,61
5 ans	42,27 €	68,65 €	1,62

Source : Bloomberg.

Sur une longue période, la parité évolue à l'intérieur d'une fourchette restreinte comprise entre 1,6 et 1,9. Cette stabilité s'explique par la forte corrélation entre les titres Marine-Wendel et CGIP, l'évolution au sein de cette fourchette provenant du fait que l'action CGIP (bêta de 1,28) est plus sensible aux variations de marché que l'action Marine-Wendel (bêta de 0,97).

La parité qui ressort des cours les plus hauts et les plus bas de la période s'élève respectivement à 1,73 et 1,67, soit dans la fourchette précédemment mentionnée.

En définitive, nos calculs actualisés en date du 28 février 2002, et intégrant les cours moyens pondérés des volumes échangés, conduisent aux parités suivantes :

	Marine-Wendel / CGIP (par action)	
	Traité de fusion	Commissaires à la fusion
Cours instantané 28/02/02	1,85	1,85
Cours moyen 1 mois	1,85	1,84
Cours moyen 3 mois	1,85	1,86
Cours moyen 6 mois	1,80	1,79
Cours moyen 12 mois	1,76	1,85
<b>Intervalle retenu</b>	<b>1,76/1,85</b>	<b>1,79/1,86</b>

L'intervalle ainsi retenu est très proche de la parité de 1,86 qui ressort des prix des offres publiques d'achat ouvertes le 27 novembre 2001 (82 € pour 1 action Marine-Wendel et 44 € pour 1 action CGIP).

Il convient de souligner que le cours de Bourse et les conditions des offres publiques sont représentatifs de la valeur de marché des deux groupes.

## 2.4.3 – Critère de l'actif net réévalué par action

### 2.4.3.1 – Justification de l'approche

Le critère de l'actif net réévalué nous semble être également approprié pour apprécier la valeur relative de deux groupes ayant des participations exerçant des activités diverses.

S'agissant de deux holdings, dont l'essentiel du patrimoine est constitué de participations minoritaires dans des sociétés opérationnelles ou dans des holdings, la réévaluation de l'actif net a principalement consisté à évaluer séparément les différents actifs selon les méthodes d'évaluation adaptées au cas par cas (cours de Bourse, approches analogiques par comparaisons boursières ou transactions comparables, réévaluation de l'actif net comptable...).

L'actif net réévalué a été déterminé avant fiscalité, d'une part, et après prise en compte de l'impôt théorique sur les plus values latentes en cas de cession des titres, d'autre part. En l'absence de cession effective des titres, les approches d'impôts sur les plus-values ne peuvent être que théoriques dans la mesure où les modalités de l'éventuelle vente sont inconnues.

Par ailleurs, plusieurs périodes de référence ont été retenues pour calculer la valeur des participations cotées (cours "spot" au 28 février 2002, moyenne 1 mois et 3 mois, cours du mois de mars en cas d'évolution significative). Les principes retenus par les dirigeants des sociétés Marine-Wendel et CGIP pour déterminer cet intervalle de valeurs relatives, à l'aide du critère de l'actif net réévalué, appellent, de notre part, les commentaires suivants.

### 2.4.3.2 – Options méthodologiques retenues

#### Absence de décote de holding

Dans le cadre de la détermination de l'actif net réévalué de Marine-Wendel et de CGIP, il n'a été intégré aucune décote de holding, si ce n'est dans l'hypothèse de la prise en compte de la fiscalité sur les plus-values latentes existantes sur les différentes lignes de titres. Cette option résulte de la difficulté à déterminer avec pertinence les niveaux respectifs de décote.

#### Principe d'un intervalle de valeurs

Les parties n'ont pas retenu de fourchettes de valeurs pour les sociétés non cotées; seuls les actifs cotés ayant fait l'objet d'une analyse de sensibilité sur la base du cours de Bourse.

En ce qui nous concerne, le principe d'un intervalle de valeurs (valeur basse, médiane et haute) pour chaque participation a systématiquement été retenu à l'issue de notre démarche d'évaluation multicritère; ceci afin de mettre en œuvre une analyse de sensibilité de la parité à différentes évaluations ainsi qu'à diverses options (prise en compte des instruments de dilution du capital, intégration éventuelle des effets impôts, valorisation des promesses de vente de titres...).

#### 2.4.3.3 – Actif net réévalué de CGIP

L'analyse de l'actif net réévalué de CGIP a consisté à reprendre l'évaluation de chacun des éléments de son patrimoine, et notamment les différentes lignes de titres.

##### *Cap Gemini Ernst & Young*

Nous avons déterminé trois approches d'évaluation :

- l'actualisation des flux futurs de trésorerie a été réalisée à partir des données prévisionnelles d'analystes boursiers; elle conduit à la borne haute de notre fourchette;
- les comparables boursiers mis en œuvre nous conduisent à la borne basse de notre fourchette, qui n'est pas remise en cause par les résultats publiés au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2002;
- une partie des titres Cap Gemini Ernst & Young a fait l'objet d'une vente à réméré auprès de BNP-Paribas; cette vente à réméré, qui porte sur 5,2 millions de titres, a pour objet de financer les offres publiques d'achat de CGIP; notre évaluation intègre cette transaction dans les fourchettes de valorisation; étant précisé que cette approche complémentaire n'a pas d'impact significatif sur la valeur, dans la mesure où le prix de la vente à réméré est très proche des cours de référence retenus par la banque conseil, et constitue notre milieu de fourchette.

##### *Valeo*

La banque conseil a évalué les titres Valeo par référence à des moyennes de cours de Bourse arrêtées au 28 février 2002.

Nous avons étendu les critères d'évaluation en considérant :

- l'évolution du cours de Bourse sur le mois de mars 2002;
- le prix de vente à réméré des actions Valeo à la BNP-Paribas, tel que négocié fin 2001;
- les transactions très récentes portant sur un bloc de titres;
- le cours objectif fixé par les analystes financiers;
- les évaluations par actualisation des flux de trésorerie prévisionnels annoncées dans les notes d'analystes financiers après vérification de la cohérence des données prévisionnelles utilisées.

Ces différentes approches conduisent à des fourchettes de valeurs qui encadrent les cours de Bourse observés dans un passé récent.

##### *Trader.com*

Les titres Trader.com ont été évalués à leur cours de Bourse. Ce critère constitue le milieu de notre fourchette de valeurs.

Néanmoins, le flottant de la société peut être considéré comme faible. Dans ces conditions, nous avons, comme l'expert indépendant ABN Amro lors des offres publiques de CGIP, mis en œuvre une approche par les comparables boursiers, qui constitue les bornes haute et basse de notre fourchette de valeurs.

##### *Wheelabrator Allevard*

Les parties au traité de fusion ont évalué Wheelabrator Allevard en appliquant à des données financières représentatives de l'activité et de la rentabilité du groupe des ratios de sociétés cotées exerçant leur activité dans des domaines similaires. Cette approche présente des limites inhérentes à toute comparaison avec des sociétés cotées situées dans des zones géographiques différentes d'une part, et dont les activités et les caractéristiques financières ne peuvent être en tous points comparables d'autre part. Nous avons étendu les critères de valorisation à travers une évaluation de Wheelabrator Allevard par actualisation des flux prévisionnels de trésorerie sur la base du plan prévisionnel qui nous a été remis par la direction financière de la société.

Enfin, nous avons examiné la sensibilité de la valeur de CGIP aux approches d'évaluation de Wheelabrator Allevard suivantes :

- comparaison avec des multiples de résultat;
- actualisation des flux prévisionnels de trésorerie;
- comparaison avec des multiples de chiffre d'affaires.

##### *BioMérieux-Pierre Fabre*

###### • Approche d'évaluation globale

L'évaluation du groupe bioMérieux-Pierre Fabre réalisée par les parties a comporté deux phases :

- une évaluation de chacune des activités de bioMérieux-Pierre Fabre par comparaison avec des sociétés exerçant une activité similaire;
- une évaluation de Transgène par référence à son cours de Bourse.

À la date de notre intervention, le groupe bioMérieux-Pierre Fabre a fait connaître son intention de revenir à la situation antérieure à la fusion entre bioMérieux et Pierre Fabre.

Aussi, nous avons examiné la sensibilité de la parité à une évaluation de bioMérieux autonome, en se plaçant dans la situation antérieure de détention à 33% par CGIP.

Dans ce contexte, il ressort deux composantes à l'évaluation : l'activité bioMérieux diagnostic et Transgène.

###### • Evaluation de bioMérieux Diagnostic

bioMérieux Diagnostic a pu être valorisé par actualisation des flux prévisionnels de trésorerie d'après un plan prévisionnel établi par sa direction financière, d'une part, et par comparaison avec des groupes exerçant une activité similaire, d'autre part.

Il ressort de ces différentes approches une large fourchette de valeurs, la valeur la plus haute étant supérieure de 80 % à la valorisation minimale.

Nous avons analysé la sensibilité de la parité en retenant les valeurs extrêmes.

#### • Transgène

Le cours de Bourse de Transgène est en net fléchissement depuis le début de l'année 2001.

En l'absence de données prévisionnelles, l'évaluation de Transgène a été réalisée par référence aux cours de Bourse récents et en fonction de cours objectifs fixés par les analystes financiers.

#### Bureau Veritas

La société Bureau Veritas, dans laquelle CGIP détient une participation de 33 %, a été valorisée par référence aux multiples boursiers, calculés à partir de SGS, principal concurrent de certification, cotée en Suisse.

Nous avons également évalué cette participation à partir de la formule de calcul interne au Groupe pour valoriser les actions de la société, dans le cadre du Fonds Commun de Placement, Entreprise (FCPE).

En revanche, nous n'avons pu disposer de données prévisionnelles pour cette participation, ce qui nous a conduits à exclure toute approche d'évaluation par actualisation des flux prévisionnels de trésorerie.

#### En synthèse

#### Orange-Nassau

La société Orange-Nassau, que CGIP détient à 100 %, a été évaluée sur la base d'un actif net réévalué, en sommant les évaluations des pôles immobilier et énergie, qui ont été réalisés par la direction de la société. Le pôle énergie a été évalué selon la méthode des flux futurs de trésorerie. Le pôle immobilier a été évalué selon la méthode de l'actif net réévalué en fonction de la valeur de marché des différents locaux.

#### BMA

L'évaluation de la société BMA correspond, pour l'essentiel, à une estimation des engagements hors bilan, consistant notamment en une promesse d'achat de titres, et une valorisation de sa participation dans la société Silliker.

Afin de valoriser cette dernière, nous avons :

- examiné la situation des capitaux propres de Silliker ;
- étudié les conditions de la dernière augmentation de capital ;
- appliqué les formules de valorisation décrites dans les accords d'actionnaires.

N'ayant pu disposer de prévisions à moyen terme pour Silliker, nous avons exclu toute évaluation fondée sur une actualisation des flux prévisionnels de trésorerie.

#### Autres actifs et passifs de CGIP

Les autres actifs et passifs de CGIP n'appellent pas d'observation spécifique.

Actifs CGIP	Traité de fusion	Fourchette des commissaires à la fusion		
		basse	médiane	haute
<b>Cap Gemini Ernst &amp; Young</b>	Cours de Bourse	Comparables boursiers	Cours de Bourse et vente à réméré	Flux futurs de trésorerie actualisés
<b>Valeo</b>	Cours de Bourse	Objectifs de cours	Cours de Bourse	DCF
<b>Trader.com</b>	Cours de Bourse	Multiples d'EBITDA 2001	Cours de Bourse	Multiples d'EBITDA 2002
<b>Wheelabrator Allevard</b>	Comparables boursiers	Multiples de résultat	DCF	Multiples de Chiffre d'affaires
<b>BioMérieux-Pierre Fabre</b>	Comparables boursiers	DCF	Comparables boursiers	DCF
<b>Bureau Veritas</b>	Comparables boursiers	Multiples de CA 2002	Comparables boursiers (moyenne)	Multiples de résultat net 2002
<b>Orange-Nassau Energie</b>	Flux futurs de trésorerie actualisés (DCF)	Valeur nette comptable	DCF	DCF
<b>BMA</b>	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable	Valorisation dernière transaction	Formule négociée

#### 2.4.3.4 – Actif net réévalué Marine-Wendel

L'analyse de sensibilité de l'actif net réévalué de Marine-Wendel a été déterminé à partir de la situation comptable au 31 décembre 2001 en appliquant la méthodologie suivante :

##### CGIP

Les titres CGIP ont été évalués par transparence.

##### Stallergènes

La banque conseil a évalué les titres Stallergènes par référence à des moyennes de cours de Bourse arrêtées au 28 février 2002.

À l'issue d'une analyse détaillée de l'évolution du cours de Bourse sur la dernière année, nous avons constaté sa stabilité dans une fourchette comprise entre 17 € et 25 € (cours le plus bas de la période – cours le plus haut de la période). Nous avons étendu nos critères en considérant :

- l'évolution du cours de Bourse sur le mois de mars 2002 ;
- les cours objectifs fixés par les analystes financiers ;
- les évaluations par actualisation des flux de trésorerie prévisionnels annoncées dans les notes d'analystes financiers après vérification de la cohérence des données prévisionnelles utilisées.

Ces différentes approches conduisent à des intervalles de valeurs limités qui encadrent le cours de Bourse.

##### BLR BV

Nous avons valorisé les titres BLR BV, non cotés, par référence à une promesse d'échange aux termes de laquelle BLR BV ne détiendra, à partir d'avril 2002, que des titres

LD Communication, filiale du groupe Louis Dreyfus. Ces titres sont valorisés sur la base d'opérations récentes sur le capital de LD Communication. La valeur de BLR BV telle que déterminée par nos calculs, qui constitue la borne haute de notre fourchette, est très proche de la valeur retenue par la banque conseil.

Par ailleurs, nous avons retenu la valeur historique de la participation BLR BV dans les comptes de Marine-Wendel pour la borne basse de notre fourchette.

##### Compagnie Financière de La Trinité

Il a été tenu compte des plus-values latentes sur les fonds de capital-développement Alpha en fonction des informations communiquées, et notamment des attestations émises par le Commissaire aux comptes.

##### Trimo-Participations

Il nous a été confirmé qu'il n'existe aucun risque complémentaire lié au dossier AOM.

##### Autres titres

Les autres titres peuvent être considérés à leur valeur nette comptable.

##### Autres actifs et passifs

Les autres actifs et passifs sont retenus pour leur valeur nette comptable, à l'exception de la promesse de vente de CGIP à Marine-Wendel portant sur 3 510 432 actions Cap Gemini Ernst & Young. Cette promesse a été valorisée au cours de ces titres au 28 février 2002.

Dans une seconde hypothèse d'analyse de sensibilité, la promesse, non cotée, a été retenue pour une valeur nulle.

#### En synthèse

Actifs Marine-Wendel	Traité de fusion	Fourchette des Commissaires à la fusion		
		basse	médiane	haute
<b>CGIP</b>	ANR	ANR brut	ANR brut	ANR brut
<b>Bons CGEY</b>	Valeur de Bourse	O (non cotés) ou valeur de marché	O (non cotés) ou valeur de marché	O (non cotés) ou valeur de marché
<b>Stallergènes</b>	Valeur réévaluée	Cours de Bourse le plus bas	Cours de Bourse 1 mois	DCF
<b>CFT</b>	Valeur réévaluée	Valeur réévaluée	Valeur réévaluée	Valeur réévaluée
<b>Trimo-Participations</b>	VNC	VNC	VNC	VNC
<b>BLR BV</b>	ANR	Transaction	VNC	ANR

#### 2.4.3.5 – Parité induite

Nous reproduisons, ci-après, les parités selon différentes approches à partir du modèle initial de la banque conseil avec les variations et les hypothèses suivantes :

- avec et sans impôt théorique latent ;
- avec ou sans valorisation à l'actif de Marine-Wendel de la promesse de vente d'actions CGEY reçue de CGIP ;
- avec ou sans la valorisation à l'actif de Marine-Wendel et au passif de CGIP, de la part d'acomptes sur dividendes CGIP revenant à Marine-Wendel qui ne sera pas mis en paiement du fait de la fusion.

Rappels valeurs banque conseil :

1) Actif net réévalué CGIP hors impôt	2 820 M€
Actif net réévalué Marine-Wendel hors impôt	1 813 M€
Parité	2,2
2) Actif net réévalué CGIP avec impôt latent	2 588 M€
Actif net réévalué Marine-Wendel avec impôt latent	1 666 M€
Parité	2,2

*Différentes hypothèses d'actif net réévalué retenues par les Commissaires à la fusion*

	Fourchette basse	Fourchette médiane	Fourchette haute
1) Modèle sans impôt et avec valorisation nulle de la promesse de vente d'actions CGEY à Marine-Wendel, Parité	2,11	2,16	2,23
2) Modèle avec impôt et avec valorisation nulle de la promesse de vente d'actions CGEY à Marine-Wendel, Parité	2,13	2,17	2,23
3) Modèle sans impôt et avec valorisation à 13 M€ de la promesse de vente d'actions CGEY, Parité	2,13	2,18	2,24
4) Modèle sans impôt, avec valeur nulle de la promesse de vente d'actions CGEY et avec la renonciation par Marine-Wendel de sa part de dividende de CGIP qu'elle ne pourra pas percevoir du fait de la fusion, Parité	2,05	2,12	2,19
5) Modèle avec impôt, avec valeur nulle de la promesse de vente d'actions CGEY et avec la renonciation par Marine-Wendel de sa part de dividende de CGIP qu'elle ne pourra pas percevoir du fait de la fusion, Parité	2,07	2,13	2,19
Enfin, dernière approche :			
6) Modèle sans prise en compte de l'impôt et avec prise en compte de la dilution liée à l'existence chez CGIP d'options de souscription d'actions, Parité	2,11	2,16	2,23

De ce tableau, il ressort que la parité issue du rapport des valeurs relatives est très peu sensible aux différents modèles de simulation d'une part, et aux larges fourchettes de valeurs examinées d'autre part.

## 2.5 – Conclusion sur la pertinence des valeurs relatives

Les deux sociétés participant à la fusion ont une activité de holding. Dès lors, les principaux actifs susceptibles d'avoir une valeur réelle différente de la valeur nette comptable sont les titres de participation.

Les méthodes retenues par la banque conseil pour l'évaluation des lignes de participations des deux sociétés sont identiques. Elle a toutefois pris en compte, à juste titre, dans la valorisation d'actif net réévalué de Marine-Wendel, les titres CGIP à leur valeur réévaluée et non au cours de Bourse.

Nous estimons que les calculs mis en oeuvre pour la détermination des parités sont satisfaisants. En effet, les différents modèles de simulation que nous avons utilisés ne font pas évoluer de façon sensible le poids des valeurs relatives par rapport aux chiffres figurant dans le traité de fusion.



### 3. APPRÉCIATION DU CARACTÈRE ÉQUITABLE DU RAPPORT D'ÉCHANGE PROPOSÉ

La parité qui vous est proposée (soit 1,9) est intermédiaire entre le rapport des cours de Bourse et des valeurs nettes réévaluées. Elle privilégie légèrement le cours de Bourse et recoupe la parité de 1,86 ressortant du cours auquel les offres publiques d'achat ont été réalisées par les deux sociétés au début de l'année 2002.

Les tableaux de synthèse des valeurs relatives font ressortir une fourchette maximale de variation de la parité comprise entre 1,8 à 2,2 (1,79 à 1,86 selon les cours de bourse, et 2,05 à 2,24 en retenant les valeurs d'actif net réévalué).

Il apparaît qu'à l'issue de l'opération, le pourcentage du public dans le capital du nouvel ensemble se situera entre 66% et 63% en fonction des fourchettes extrêmes de parité comprises entre 1,8 à 2,2, soit un écart relativement limité ; étant précisé que, dans une parité de 1,9 à 2,1, le pourcentage se maintient entre 64% et 65%.

La parité retenue de 1,9, qui est très proche de celle observée sur le cours de bourse lors des dernières offres publiques d'achat, conduit à octroyer aux minoritaires de l'ordre de 64%-65% du capital du nouvel ensemble. La répartition entre les actionnaires des deux origines étant la suivante :

– actionnaires anciennement CGIP	43%
– actionnaires anciennement Marine-Wendel	57%

Les effets dilutifs sont quasiment inexistants ; il n'en existe pas chez Marine-Wendel, et ceux observés au niveau de CGIP sont limités. En effet, les seuls éléments dilutifs au niveau de CGIP sont les 1 019 742 options attribuées aux dirigeants du Groupe ou des filiales rappelées en annexe 1 du traité de fusion, qui représentent un nombre faible par rapport au nombre total des actions composant le capital de CGIP (1,87% du capital). Compte tenu de cette situation, les calculs de parité réalisés après intégration des éléments dilutifs demeurent inchangés.

### 4. CONCLUSION

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que le rapport d'échange proposé, soit :

- 1 action Marine-Wendel pour 1,9 actions CGIP à la date du traité de fusion ;
  - et 1 action Marine-Wendel pour 1 action CGIP après approbation des modifications du capital des deux sociétés prévues par les assemblées générales devant se tenir le 13 juin 2002 préalablement à l'examen de la fusion ;
- est équitable.

Fait à Paris, le 2 mai 2002.

Les Commissaires à la fusion,

Agnès BRICARD

Dominique LEDOUBLE

Commissaires aux comptes,  
Membres de la Compagnie Régionale de Paris.

# Rapport des Commissaires à la fusion

## sur la valeur des apports

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission de Commissaires à la fusion qui nous a été confiée par ordonnance de Monsieur le Président du tribunal de commerce de Paris en date du 31 janvier 2002, concernant la fusion par absorption de la société Compagnie Générale d'Industrie et de Participations par la société Marine-Wendel, et conformément aux dispositions de l'article L. 236-10 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur l'appréciation de la valeur des apports devant être réalisés au profit de votre Société par la société Compagnie Générale d'Industrie et de Participations, ci-après désignée CGIP. Notre appréciation sur la rémunération des apports fait l'objet d'un rapport distinct.

À aucun moment, nous ne nous sommes trouvés dans l'un des cas d'incompatibilité, d'interdiction ou de déchéance prévus par la loi.

L'actif net apporté a été arrêté dans le projet de traité de fusion du 29 mars 2002. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes applicables à cette mission ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports, augmentée, le cas échéant, de la prime d'émission.

Nos constatations et conclusions sont présentées dans l'ordre suivant :

1. Économie générale et modalités de l'opération envisagée
2. Description, évaluation et rémunération des apports
3. Diligences et appréciation de la valeur des apports
4. Éventuels avantages particuliers
5. Conclusion

## 1. ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET MODALITÉS DE L'OPÉRATION ENVISAGÉE

### 1.1 – Contexte et nature de l'opération envisagée

#### 1.1.1 – Principales caractéristiques des sociétés concernées

##### 1.1.1.1 – CGIP

CGIP, société absorbée, est une société anonyme au capital de 652 422 287 € au 29 mars 2002, date de signature du traité de fusion, sise 89 rue Taitbout, à Paris (75009). Le capital est composé de 59 311 117 actions de 11 € (CGIP détient 4 723 904 de ses propres actions) ; elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 308 389 519.

CGIP a émis le 24 novembre 1997, un emprunt obligataire de 2 MdF qui, suite à sa conversion en euros, est représenté par 304 898 034 obligations d'une valeur nominale de 1 €. L'échéance de cet emprunt est fixée au 24 novembre 2002. Par ailleurs, des options de souscription ou d'achat d'actions ont été émises au bénéfice des mandataires sociaux et des cadres salariés de CGIP et de sociétés liées ; 1 019 742 d'entre elles n'étaient pas exercées à la date de signature du traité de fusion. Afin de figer le capital, en vue de la fusion, le droit d'exercer ces options a été suspendu pour la période du 23 avril 2002 jusqu'à la date de l'assemblée générale devant se prononcer sur la fusion. Dans l'intervalle (27 mars 2002 – 23 avril 2002), aucune option n'a été levée.

Au titre de la période dite de rétroactivité, comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et la date de l'assemblée générale devant se prononcer sur la fusion, CGIP a procédé à :

- la distribution d'un acompte sur dividendes dont la partie relative aux actions autodétenues n'a pas été mise en paiement ;
- un rachat d'actions CGIP dans le cadre d'une Offre Publique d'Achat Simplifiée et une Offre Publique de Rachat ;
- une annulation d'actions décidée par le Conseil d'administration du 1<sup>er</sup> mars 2002 ;
- une augmentation de capital suite à l'exercice d'options de souscription et à un prélèvement sur la réserve spéciale des plus-values à long terme.



Par ailleurs, il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire du 13 juin 2002, appelée à approuver les comptes de l'exercice 2001, préalablement à la fusion, de procéder à une distribution de dividendes.

#### 1.1.1.2 – Marine-Wendel

Marine-Wendel, société bénéficiaire des apports, est une société anonyme au capital de 141 194 960 €, composé de 17 649 370 actions de 8 € de nominal (Marine-Wendel détient actuellement 1 741 404 de ses propres actions). Elle est sise 89 rue Taitbout, à Paris (75009) ; elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 174 035.

Pendant la période de rétroactivité, Marine-Wendel a procédé à un rachat d'actions Marine-Wendel dans le cadre d'une offre publique d'achat simplifiée.

Il sera distribué, préalablement à la fusion, un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2001/2002 de 2,2 € par action de 8 € de nominal.

#### 1.1.1.3 – Dispositions communes

Les actions de CGIP et Marine-Wendel sont inscrites au premier marché d'Euronext Paris.

Par ailleurs, les deux sociétés exercent la même activité de gestion d'un portefeuille de participations industrielles, commerciales et financières.

#### 1.1.1.4 – Liens entre les sociétés

##### *Liens en capital*

À la date de signature du traité de fusion, Marine-Wendel détenait 31 904 322 actions CGIP, soit 53,79 % du capital et 72,41 % des droits de vote de cette société.

##### *Administrateurs et dirigeants communs*

Les sociétés Marine-Wendel et CGIP ont pour administrateurs et/ou dirigeants sociaux communs :

- M. Ernest-Antoine Seillière de Laborde, Président des Conseils d'administration de CGIP et de Marine-Wendel ;
- M. Louis-Amédée de Moustier, administrateur de Marine-Wendel et représentant permanent de Société de Gérance de Valeurs Mobilières au Conseil d'administration de CGIP ;
- M. Hubert Leclerc de Hauteclocque, administrateur de CGIP et représentant permanent de la Société Lorraine de Participations Sidérurgiques au Conseil d'administration de Marine-Wendel.

#### 1.1.2 – Objectif de l'opération

La présente opération fait suite aux offres publiques de rachat d'actions et d'achat simplifiées initiées par CGIP ainsi qu'à l'offre publique d'achat simplifiée mise en œuvre par Marine-Wendel.

Elle constitue l'ultime étape du processus de restructuration du Groupe constitué de Marine-Wendel et sa filiale CGIP, initié en novembre 2001, visant à simplifier les structures. Le traité de fusion précise notamment :

- qu'à l'issue de cette fusion Wendel-Participations, actionnaire majoritaire, conservera le contrôle de la société en droits de vote ;
- les actions de Marine-Wendel devraient bénéficier d'une réduction de la décote par rapport à l'actif net, du fait de la suppression d'un niveau de holding ;
- les actionnaires bénéficieront de titres avec une liquidité accrue.

#### 1.2 – Modalités proposées pour la réalisation de l'opération

Les modalités de réalisation de l'opération, présentées de façon détaillée dans le traité de fusion du 29 mars 2002, peuvent se résumer comme suit :

- au plan comptable et fiscal, la présente fusion sera rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier 2002 ; l'article 6 du traité de fusion recense les opérations intervenues pendant la période intercalaire ;
- l'opération d'apport est réalisée à la valeur pour laquelle les éléments d'actif et de passif figurent dans les comptes de la société CGIP au 31 décembre 2001.

En matière d'impôt sur les plus-values, l'opération est placée sous le régime de faveur prévu à l'article 210-A du Code général des impôts.

En ce qui concerne les droits d'enregistrement, le droit d'apport sera limité au seul droit fixe.

Du fait de la fusion, Marine-Wendel reprendra à sa charge les engagements conclus par CGIP, à savoir notamment :

- les engagements hors bilan de CGIP, notamment ceux en matière de cautions, avals et garanties exposés dans l'annexe aux comptes annuels ;
- l'emprunt obligataire inscrit au passif du bilan de CGIP ainsi que la dette souscrite dans le cadre de la mise en place du financement des opérations de rachat d'actions CGIP ;
- les engagements résultant de l'attribution aux actionnaires de CGIP de bons d'acquisition d'actions Cap Gemini Ernst & Young entraînant l'inaliénabilité jusqu'au 31 mars 2003 des titres Cap Gemini Ernst & Young, pouvant être acquis en exécution de ces bons.

Les actions Marine-Wendel émises en rémunération de l'apport porteront jouissance dès leur émission. À ce titre, elles bénéficieront des mêmes droits aux dividendes que les actions anciennes, à l'exception du dividende payé en 2003 qui sera diminué d'un abattement forfaitaire de 2,2 € par action de 8 € de nominal, soit 1,1 € par action de 4 € de nominal, correspondant au montant net d'impôt fiscal de l'acompte sur dividendes devant être attribué aux actionnaires de Marine-Wendel aux termes d'une décision du Conseil d'administration du 27 mars 2002 avec mise en paiement début juin 2002.



L'opération de fusion est soumise aux conditions suspensives suivantes :

- approbation par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de CGIP, des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2001 et de l'affectation du bénéfice telle que proposée par le Conseil d'administration ;
- approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de CGIP du présent projet de fusion ;
- approbation par l'assemblée générale extraordinaire de Marine-Wendel du présent projet de fusion.

De plus, il est convenu que si la fusion n'était pas réalisée avant le 30 septembre 2002, le présent projet serait considéré comme nul et de nul effet sans qu'il y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part et d'autre.

## 2. DESCRIPTION, ÉVALUATION ET RÉMUNÉRATION DES APPORTS

### 2.1 – Désignation des apports

Aux termes du traité de fusion, les actifs apportés et les passifs pris en charge se décomposent comme suit (en euros) :

<b>Actifs apportés</b>		
Immobilisations corporelles		3 317 852
Immobilisations financières		1 899 161 669
Titres de participation : valeur brute	1 999 115 953	1 862 849 246
– provision	(136 266 707)	
Actions autodétenues		35 869 230
Autres titres immobilisés		304 083
Prêts et autres immobilisations financières		139 110
Actifs circulants : valeur brute	150 823 197	150 809 861
– provision	(13 336)	
Total (A)		2 053 289 382
<b>Passifs pris en charge</b>		
Provisions pour risques		2 313 373
Provisions pour charges		39 411 842
Emprunts obligataires et intérêts courus		306 707 374
Emprunts et dettes financières diverses		105 926 530
Dettes fournisseurs		803 121
Dettes fiscales et sociales		28 426 325
Dividendes à payer		67 272 311
Autres dettes		110 590 332
Produits constatés d'avance		640
Total (B)		661 451 848
<b>Actif net au 31 décembre 2001 (A)-(B)</b>		<b>1 391 837 534</b>
<b>Opérations de la période intercalaire</b>		
Acompte sur dividende non mis en paiement pour les actions autodétenues (janvier 2002)		1 246 404
Annulation d'actions décidée par le Conseil d'administration du 1 <sup>er</sup> mars 2002		(342 230 934)
Augmentation de capital suite à l'exercice d'options de souscription (montant provisoire)		482 760
Dividendes à verser en juin 2002 sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale ordinaire du 13 juin 2002		(22 644 086)
<b>Actif net apporté</b>		<b>1 028 691 678</b>

## 2.2 – Méthode d'évaluation des apports

Les actifs apportés et passifs pris en charge ont été retenus pour leur valeur nette comptable ressortant des comptes de CGIP au 31 décembre 2001, après prise en compte des opérations intervenues sur le capital pendant la période intercalaire d'une part, et des distributions de résultat d'autre part.

## 2.3 – Rémunération des apports

À l'occasion de l'assemblée générale extraordinaire de CGIP du 13 juin 2002, il sera proposé d'augmenter le capital de la société par l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour 19 actions anciennes.

Par ailleurs, l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de Marine-Wendel comprendra une résolution visant à diviser par deux la valeur nominale des actions en procédant à la remise de deux actions de 4 € de valeur nominale contre une action de 8 € de valeur nominale.

Après l'adoption de ces deux résolutions, la présente opération devrait théoriquement donner lieu à la création de 62 432 754 actions Marine-Wendel en échange de 62 432 754 actions CGIP (59 311 117 actions en circulation à ce jour auxquelles s'ajoutent 3 121 637 actions gratuites). Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 du Code de commerce, les actions CGIP suivantes ne donneront pas lieu à l'échange :

- les 4 972 529 actions CGIP d'autodétention ;
  - les 33 583 496 actions CGIP détenues par Marine-Wendel.
- Dans ces conditions, Marine-Wendel procédera à la création de 23 876 729 actions de 4 € de valeur nominale, entraînant une augmentation de capital de 95 506 916 €.

La différence de 933 184 762 € entre l'actif apporté (1 028 691 678 €) et le montant de l'augmentation de capital (95 506 916 €) constituera le montant brut de la prime de fusion.

## 3. DILIGENCES ET APPRÉCIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

### 3.1 – Diligences effectuées

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimé nécessaires pour vérifier la réalité des apports et apprécier la valeur qui leur a été attribuée.

Ces diligences ont été définies par référence aux normes de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relatives à ce type de mission.

Dans ce cadre, nous avons notamment :

- pris connaissance du traité de fusion et de l'opération dans son ensemble ;
- examiné les opérations de la période de rétroactivité et leur impact tant au niveau comptable qu'en terme d'évaluation sur les données chiffrées du traité de fusion ;

- analysé les conditions de l'offre publique de rachat d'actions et de l'offre publique d'achat d'actions simplifiée initiées par CGIP ;
- consulté les dossiers des Commissaires aux comptes de CGIP sur les comptes sociaux et consolidés au 31 décembre 2001 ayant servi de base à la détermination de la valeur des apports ;
- pris connaissance des travaux réalisés par la banque conseil ainsi que de l'attestation d'équité émise par ABN AMRO ;
- étudié l'évolution du cours de Bourse du titre CGIP ;
- examiné l'évaluation des lignes de participations à travers différents critères d'évaluation.

Par ailleurs, la direction du groupe CGIP nous a confirmé qu'il n'existe à ce jour aucun litige ou engagement susceptible de modifier la valeur des apports.

### 3.2 – Commentaires des Commissaires à la fusion

Les vérifications effectuées appellent de notre part les commentaires suivants.

#### 3.2.1 – Réalité des apports

L'examen de la réalité des apports n'appelle pas de commentaire particulier, à l'exception des points ci-après :

- les actions Cap Gemini Ernst & Young susceptibles d'être cédées lors de l'exercice des bons d'acquisition de titres Cap Gemini Ernst & Young attribués aux actionnaires de CGIP sont inaliénables pendant la durée d'exercice de ces bons ;
- le financement des opérations d'achat d'actions CGIP initiées en 2002 par CGIP a entraîné la signature d'un contrat de vente à réméré, avec livraison, le 3 janvier 2002, de 5 369 127 actions Cap Gemini Ernst & Young et 4 938 270 actions Valeo ; au 31 décembre 2001, ces titres étaient inscrits dans les comptes de CGIP.

#### 3.2.2 – Méthode d'évaluation retenue

La méthode d'évaluation des apports retenue permettra à Marine-Wendel d'inscrire dans ses livres les actifs apportés et les passifs pris en charge à la valeur qui aurait figuré dans ses livres si elle avait réalisé les différentes opérations comptables à la place de CGIP.

#### 3.2.3 – Examen de la période intercalaire

Nous avons procédé, comme indiqué ci-avant, à l'examen des opérations exceptionnelles intervenues pendant la période de rétroactivité.

Compte tenu de l'activité de holding, le résultat courant des premiers mois de 2002 n'est pas représentatif.

Il faut toutefois noter que dans l'hypothèse de l'existence d'une perte sur cette période intercalaire, cette dernière serait largement couverte par la différence entre la valeur réelle des apports et leur valeur comptable (cf. § 3.2.4.). Il n'y aurait donc pas lieu, même dans cette hypothèse, de constituer une provision à ce titre dans l'apport.

### 3.2.4 – Valorisation des apports

Les Commissaires aux comptes de CGIP ont certifié sans réserve les comptes sociaux et consolidés qui ont servi de support à la présente opération de fusion.

Par ailleurs, les différentes approches d'évaluation de CGIP fondées sur :

- une analyse de la valeur des offres publiques initiées par CGIP;
  - une revue de l'évolution du cours de bourse sur différentes périodes et plus particulièrement sur la dernière année;
  - le calcul d'un actif net réévalué intégrant des hypothèses prudentes d'évaluation des différentes lignes de participations;
- donnent des valeurs supérieures à la valeur d'apport.

## 4. ÉVENTUELS AVANTAGES PARTICULIERS

Marine-Wendel devrait, préalablement à la fusion, procéder à la distribution d'un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2001/2002 de 2,20 € par action de 8 € de nominal (cf. § 1.2.).

Le traité de fusion stipule à ce sujet que :

“les actions Marine-Wendel nouvellement émises seront soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire. Elles auront les mêmes droits aux dividendes que les actions anciennes. Par exception à ce qui précède, le dividende payé en 2003 sera diminué d'un abattement forfaitaire de 2,20 € par action, correspondant au montant, net d'avoir fiscal, de l'acompte sur dividende versé aux actionnaires de Marine-Wendel préalablement à la fusion objet du présent traité” ; soit un abattement forfaitaire de 1,1 € par action de 4 € de nominal.

L'actif net de Marine-Wendel utilisé pour la détermination du rapport d'échange est diminué d'un montant de 38 828 614 € correspondant à cet acompte sur dividendes de 2,20 €.

La position prise dans le traité de fusion apparaît donc justifiée et cette disposition ne constitue pas un avantage particulier en faveur des actionnaires actuels de Marine-Wendel.

## 5. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la valeur des apports s'élevant à 1 028 691 678 € n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société absorbante, augmentée de la prime de fusion.

Fait à Paris, le 2 mai 2002.

Les Commissaires à la fusion,

Agnès BRICARD

Dominique LEDOUBLE

Commissaires aux comptes,  
Membres de la Compagnie Régionale de Paris.

## Rapport des Commissaires aux comptes sur la reprise des engagements relatifs aux options d'achat et de souscription attribuées par CGIP (assemblée générale mixte du 13 juin 2002)

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre Société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-177 du Code de commerce et par l'article 174-19 du décret du 23 mars 1967, nous vous présentons notre rapport sur la substitution par votre Société à CGIP dans toutes ses obligations résultant des 802 838 options de souscription et des 216 904 options d'achat d'actions consenties aux mandataires sociaux et aux cadres salariés tant de CGIP que des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce.

Nous avons procédé aux vérifications des modalités proposées pour la fixation du prix de souscription en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités proposées, étant rappelé que la reprise des engagements relatifs aux options d'achat et de souscription attribuées par CGIP est subordonnée à l'approbation de la fusion de Marine-Wendel avec la CGIP (troisième résolution).

## Rapport des Commissaires aux comptes sur l'émission de diverses valeurs mobilières avec et sans suppression du droit préférentiel de souscription (assemblée générale mixte du 13 juin 2002)

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, et en exécution de la mission prévue par L. 225-129-III du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les projets d'émission de diverses valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer (dixième et onzième résolutions).

Votre Conseil d'administration vous propose de lui déléguer le soin d'arrêter les modalités de ces opérations et vous demande, concernant les émissions prévues dans la onzième résolution, de renoncer à votre droit préférentiel de souscription.

L'augmentation de capital maximum qui résulterait de ces émissions s'élèverait à 200 000 000 €. Dans le cas où des valeurs mobilières donnant accès au capital social ayant initialement la nature de créances sur votre société seraient émises, le montant de ces créances ne pourra excéder 2 000 000 000 €.

Il vous est demandé dans la treizième résolution d'autoriser ces émissions en période d'offre publique d'achat sur les titres de votre Société, ou d'échange, initiée par la Société.

Nous avons examiné les projets d'émissions en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions proposées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination des prix d'émission données dans le rapport du Conseil d'administration.

Le montant des prix d'émission n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dont le principe entre cependant dans la logique de l'opération soumise à votre approbation.

Conformément à l'article 155-2 du décret du 23 mars 1967, nous établirons un rapport complémentaire lors de la réalisation des émissions par votre Conseil d'administration.

Paris, le 17 mai 2002  
Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit

François Carrega

Befec - Price Waterhouse  
Membre de PricewaterhouseCoopers

Daniel Chauveau



## Rapport des Commissaires aux comptes

sur l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée aux salariés adhérents du Plan d'Épargne Groupe (assemblée générale mixte du 13 juin 2002)

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre Société, et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation de capital d'un montant maximal de 200 000 €, réservée aux salariés de Marine-Wendel ainsi qu'à ceux des sociétés Simfor, Sofiservice, GIP SA et Financière Franco-Néerlandaise et adhérents du Plan d'Épargne Groupe, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer (quatorzième résolution).

Votre Conseil d'administration vous propose de lui déléguer le soin d'arrêter les modalités de cette opération et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription.

Nous avons examiné le projet d'augmentation de capital réservée aux salariés des sociétés mentionnées ci dessus en application des dispositions de l'article L. 225-129-VII du Code de commerce, en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Conformément aux dispositions de l'article L. 443-5 du Code du travail, le prix d'émission de ces nouvelles

actions serait égal à la moyenne des cours cotés lors des vingt séances du marché réglementé en France sur lequel les actions de la Société sont admises aux négociations, précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture des souscriptions, avec une réduction n'excédant pas 20 %.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation de capital proposée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission données dans le rapport du Conseil d'administration.

Le montant du prix d'émission n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation de capital sera réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dont le principe entre cependant dans la logique de l'opération soumise à votre approbation.

Conformément à l'article 155-2 du décret du 23 mars 1967, nous établirons un rapport complémentaire lors de la réalisation de l'augmentation de capital par votre Conseil d'administration.

## Rapport des Commissaires aux comptes

sur l'ouverture d'options de souscription et d'achat d'actions au bénéfice de membres du personnel salarié et mandataires sociaux du Groupe (assemblée générale mixte du 13 juin 2002)

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre Société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-177 du Code de commerce et par l'article 174-19 du décret du 23 mars 1967, nous vous présentons notre rapport sur l'ouverture d'options de souscription et d'achat d'actions au bénéfice de cadres salariés et mandataires sociaux de Marine-Wendel et des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce.

Nous rappelons que cette opération est envisagée sous condition suspensive de l'approbation de la fusion de Marine-Wendel avec CGIP (troisième résolution).

Nous avons procédé aux vérifications des modalités proposées pour la fixation du prix de souscription en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités proposées.

Paris, le 17 mai 2002  
Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Audit

François Carrega

Befec - Price Waterhouse  
Membre de PricewaterhouseCoopers

Daniel Chauveau



## Résolutions

Exposé des motifs **56**

Projet de résolutions **59**





# Exposé des motifs

## ► PARTIE ORDINAIRE

Le Conseil d'administration propose en premier lieu, l'adoption d'une résolution par l'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires.

### Comptes consolidés de l'année 2001

La première résolution vise à approuver les comptes consolidés arrêtés sur une période de douze mois allant du 1<sup>er</sup> janvier 2001 au 31 décembre 2001. Les commentaires sur les comptes figurent dans le rapport du Conseil d'administration sur les comptes consolidés.

## ► PARTIE EXTRAORDINAIRE

Après cette résolution à caractère ordinaire, viennent ensuite des résolutions à caractère extraordinaire relatives aux opérations de fusion de la Société avec la CGIP ainsi qu'au renouvellement des autorisations financières.

### Fusion de la Société avec la CGIP par absorption de cette dernière

La deuxième résolution a pour objet de diviser par deux le nominal de chaque action et en conséquence de diviser chaque action de 8 € de nominal en deux actions de 4 € de nominal. Cette opération vise à simplifier les opérations d'échange consécutives à la fusion proposée dans la résolution suivante.

La troisième résolution vise à approuver le projet de fusion de la Société avec la CGIP par absorption de cette dernière. Elle prend acte du montant de l'actif net apporté et du rapport d'échange retenu, soit une action Marine-Wendel pour une action CGIP après approbation de la division par deux du nominal de chaque action. En conséquence de cet apport, elle propose d'augmenter le capital de Marine-Wendel de 95,5 M€ par création de 23 876 729 actions nouvelles attribuées aux actionnaires de la CGIP autres que Marine-Wendel selon le rapport d'échange indiqué ci-dessus. Il est précisé que ces actions nouvelles ouvriront droit à tout dividende mis en paiement postérieurement à leur création.

La quatrième résolution a pour objet de constater le montant global de la prime de fusion et de décider de l'affectation de cette prime.

La cinquième résolution vise à annuler la totalité des actions Marine-Wendel autodétenues, exception faite des actions conservées en vue de servir éventuellement les options d'achat d'actions.

La sixième résolution est destinée à modifier le montant du capital social dans les statuts, suite à l'adoption de la troisième et de la cinquième résolutions.

Conformément aux engagements pris dans le cadre de la fusion, la septième résolution vise à reprendre les obligations résultant des options de souscription ou d'achat d'actions qui avaient été consenties par la CGIP aux mandataires sociaux et cadres salariés du Groupe.

Les huitième et neuvième résolutions ont pour objet de modifier respectivement, la dénomination sociale de Marine-Wendel pour adopter celle de Wendel Investissement, et les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social pour les aligner sur l'année civile.

### Renouvellement des autorisations financières

#### Augmentation du capital dans la limite d'un plafond global

Les dixième, onzième et douzième résolutions autorisent le Conseil d'administration à augmenter le capital, dans la limite d'un plafond global fixé à la seizième résolution, par émission de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital social, avec ou sans droit préférentiel de souscription, et par incorporation de réserves, bénéfices ou primes. Ces autorisations, d'une durée de 26 mois, rendraient caduques, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, les autorisations de même nature conférées en 2001.

La dixième résolution a pour objet d'autoriser le Conseil d'administration à procéder à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital social avec droit préférentiel de souscription, le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées ne pouvant excéder 200 M€ et le montant des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises, 2 Mds€.



La onzième résolution a pour objet d'autoriser le Conseil d'administration à procéder à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription dans la limite du même montant nominal de 200 M€. Cette autorisation permet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange. En outre, si des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société étaient émises dans le cadre de cette autorisation, leur montant ne pourrait excéder 2 Mds€.

Il est précisé que, si le Conseil décidait d'utiliser cette autorisation, il pourrait réserver aux actionnaires un délai de priorité leur permettant de souscrire avant le public. De plus, il est prévu, conformément à la loi, que dans le cadre d'une émission sans droit préférentiel de souscription, le prix d'émission des actions ne pourra être inférieur au minimum prévu par la loi, soit actuellement la moyenne des cours pendant 10 jours consécutifs choisis parmi les 20 qui précèdent le jour du début de l'émission.

La douzième résolution vise à autoriser le Conseil d'administration à augmenter le capital de la Société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, dans la limite d'un montant nominal de 700 M€. Ces augmentations de capital se traduisent soit par l'attribution d'actions gratuites, soit par l'augmentation du nominal des actions existantes.

La treizième résolution a pour objet de maintenir en période d'offre publique d'achat ou d'échange portant, sur les titres de la Société, les autorisations prévues aux dixième, onzième et douzième résolutions. Cette résolution serait valable jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2002.

#### **Autorisation d'attribution d'options de souscription et d'achat d'actions**

La quatorzième résolution est destinée à autoriser le Conseil d'administration à consentir des options de souscription ou d'achat à certains membres du personnel et mandataires sociaux du Groupe Marine-Wendel dans la limite de 560 000 actions. Le montant de toute augmentation de capital résultant de cette autorisation s'imputera sur le plafond prévu par la seizième résolution.

Le prix de souscription ou d'achat serait fixé dans le cadre des dispositions légales en vigueur sans être cependant inférieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de Bourse précédant ce jour.

Cette autorisation, qui emporterait renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre lors des levées d'options, serait valable pour une durée de 26 mois à compter de l'assemblée générale.

#### **Autorisation d'augmenter le capital au profit des salariés**

La quinzième résolution vise à autoriser le Conseil d'administration à augmenter le capital de la Société au profit des salariés du Groupe dans le cadre d'un Plan Épargne Groupe pour un montant nominal maximal de 200 000 €, ce montant s'imputant sur le plafond prévu par la seizième résolution.

Le prix de souscription serait fixé dans les conditions et limites fixées par la législation en vigueur. En conséquence, actuellement, ce prix ne pourrait être supérieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur à cette moyenne diminuée de la décote maximale admise par la loi, soit actuellement 20%. Cette autorisation, qui emporterait la suppression, en faveur des salariés concernés, du droit préférentiel de souscription aux actions, serait valable pour une durée de cinq ans à compter de l'assemblée générale.

#### **Plafond global des autorisations financières**

La seizième résolution vise à plafonner l'ensemble des autorisations financières prévues par les dixième, onzième, douzième, quatorzième, quinzième et dix-septième résolutions comme suit :

- le montant nominal pour les émissions d'actions ne pourrait dépasser au total 900 M€;
- le montant nominal pour les émissions de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société, donnant accès au capital social ou non, serait de 2 Mds €.

### **► PARTIE ORDINAIRE**

Onze résolutions sont ensuite soumises à l'assemblée générale statuant à nouveau aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires.

#### **Autorisation d'émission de titres de créance**

La dix-septième résolution a pour objet d'autoriser le Conseil d'administration à procéder à l'émission de titres de créance (notamment obligations et titres assimilés tels que les titres subordonnés, remboursables ou à durée indéterminée) pour une durée de 5 ans, jusqu'à concurrence d'un montant de 2 Mds € ou de la contre-valeur en devises.

La présente autorisation rendrait caduque, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute autorisation précédente de même nature.



## Autorisation de rachat d'actions

La dix-huitième résolution a pour objet d'autoriser la Société à procéder à l'achat de ses propres actions dans la limite d'un nombre réduit d'actions représentant 2% du capital social au moment desdits achats, avec fixation d'un prix maximal d'achat de 80 € et d'un prix de vente minimal de 20 €.

Il s'agirait de mettre en place un programme de rachat d'actions restreint ayant principalement pour finalités la régularisation des cours, l'achat et la vente en fonction des situations de marché et le service des options d'achat éventuellement consenties. La mise en œuvre d'un tel programme entraînerait préalablement l'établissement d'une note d'information soumise à la Commission des Opérations de Bourse (COB). Toutefois, si le Conseil décidait de limiter ce programme de rachat à 0,5% du capital social en vue de la régularisation des cours ou l'achat et la vente en fonction des situations de marché, il serait dispensé d'établir cette note mais devrait établir un communiqué dans les conditions fixées par la COB.

Cette autorisation serait donnée pour une durée de 18 mois et rendrait caduque, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute autorisation précédente de même nature.

## Nominations au Conseil d'administration

La dix-neuvième résolution propose de ratifier la cooptation de Monsieur Jean-Bernard Lafonta en qualité d'administrateur (en remplacement de TRIEF Corporation SA) pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2005.

Dans le cadre de la fusion de la Société avec la CGIP, il est proposé à l'assemblée générale d'élargir le Conseil d'administration à de nouveaux membres. En conséquence, les vingtième, vingt-et-unième, vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-quatrième résolutions proposent de nommer en qualité d'administrateurs de la Société, pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007, respectivement, Messieurs Didier Cherpitel, Henri de Mitry, Alain Mérieux, Didier Pineau-Valencienne, Jean-Pierre Berghmans.

La vingt-cinquième résolution propose de fixer le montant global annuel des jetons de présence pour ce Conseil d'administration élargi à 420 000 €.

La vingt-sixième résolution propose de nommer Monsieur Jean-François Serval en qualité de Commissaire aux comptes suppléant pour une durée de six exercices. Enfin, la vingt-septième résolution concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des formalités de publication et des formalités légales.

# Projet de résolutions

Assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire)  
du 13 juin 2002

## ➤ À CARACTÈRE ORDINAIRE

### Première résolution

*(Approbation des comptes consolidés de l'année 2001)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

- connaissance prise du rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe,
- après avoir entendu la lecture du rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et le 31 décembre 2001,

approuve les comptes consolidés de Marine-Wendel pour l'année 2001, tels qu'ils lui ont été présentés.

## ➤ À CARACTÈRE EXTRAORDINAIRE

### Deuxième résolution

*(Division du nominal de chaque action par deux)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,
- sous la condition suspensive de l'adoption de la troisième résolution,
- décide, afin de faciliter l'échange des droits sociaux consécutifs à l'opération de fusion-absorption :
- de fixer à 4 € la valeur nominale de chaque action de la Société, et
- de diviser, en conséquence, chaque action de 8 € nominal en deux (2) actions de 4 € nominal chacune, en procédant à l'échange automatique d'une (1) action de 8 € nominal détenue contre deux (2) actions de 4 € nominal ;
- décide que, du seul fait de cette division du nominal :
- le nombre d'actions, dont chacun des administrateurs devra être propriétaire pendant la durée de ses fonctions, actuellement fixé à quarante actions de 8 € nominal par l'article 14 des statuts, sera fixé à quatre-vingts actions de 4 € nominal ;
- le droit de vote double, stipulé par l'article 23, paragraphe IV, des statuts, bénéficiera, dès leur émission, aux actions nominatives de 4 € nominal provenant de la division des actions nominatives de 8 € nominal bénéficiant de ce droit ;

– le délai de deux ans stipulé à l'article précité ne sera pas interrompu par l'échange des actions de 4 € nominal délivrées sous la forme nominative contre des actions de 8 € nominal inscrites sous cette forme lors de l'échange ;

– d'une manière générale, il sera tenu compte de la division des actions, dans la mesure où cette division aurait une influence sur des opérations ou sur des situations existantes ;

et décide, en conséquence, de substituer à la rédaction actuelle de l'article 6 et de l'article 14 des statuts la rédaction suivante :

#### • Article 6 – Capital social

Le capital social est fixé à 141 194 960 €. Il est divisé en 35 298 740 actions de 4 € nominal, entièrement libérées.

#### • Article 14 – Actions d'administrateur

Chacun des administrateurs doit, pendant la durée de ses fonctions, être propriétaire d'au moins quatre-vingts actions libérées des versements exigibles.

### Troisième résolution

*(Fusion avec la CGIP)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,
  - connaissance prise des rapports de M. Ledouble (Cabinet CDL) et Mme Bricard (Cabinet ABC), Commissaires à la fusion désignés par ordonnance de M. le Président du tribunal de commerce de Paris du 31 janvier 2002,
  - connaissance prise du projet de traité de fusion, signé le 29 mars 2002, réglant l'absorption, par la Société, de la CGIP, société anonyme au capital de 652 422 287 €, dont le siège social est, à Paris, 75009, 89 rue Taitbout, immatriculée sous le numéro 308 389 519 R.C.S. Paris, aux termes duquel la CGIP fait apport à titre de fusion à Marine-Wendel de la totalité de son patrimoine, actif et passif,
  - sous condition suspensive de l'adoption de la cinquième résolution,
1. approuve ce projet de traité de fusion dans toutes ses dispositions et décide, en conséquence, la fusion de la Société avec la CGIP par absorption de cette dernière ;



2. prend acte que :
- l'actif net apporté après correction des événements de la période intercalaire affectant les capitaux propres s'élève à 1 028 691 678,26 €,
- et qu'à la suite de l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix-neuf actions anciennes décidée par l'assemblée générale extraordinaire de la CGIP et de la division du nominal par deux de chaque action décidée dans la résolution précédente, le rapport d'échange retenu est de une 1 action Marine-Wendel contre une 1 action CGIP.
3. constatant que, conformément à l'article L. 236-3 du Code de commerce, il ne sera pas procédé à l'échange des :
- 4 972 529 actions CGIP autodétenues,
  - 33 583 496 actions CGIP détenues par Marine-Wendel, la Société renonçant à exercer ses droits à l'attribution de ses propres actions résultant des actions CGIP dont elle est propriétaire,
- décide de limiter l'augmentation de capital à la somme de 95 506 916 € par création de 23 876 729 actions de 4 € nominal chacune, entièrement libérées. Elles auront les mêmes droits aux dividendes que les actions anciennes. Toutefois, par exception à ce qui précède, le dividende annuel distribué à ces actions nouvelles, au titre de l'exercice en cours, sera diminué d'un abattement forfaitaire de 1,10 € par action de 4 € nominal, correspondant à la moitié du montant, net d'impôt fiscal, de l'acompte sur dividende de 2,20 € par action de 8 € nominal versé aux actionnaires de Marine-Wendel préalablement à la fusion. Les actions nouvelles auront donc droit, dans les mêmes conditions que les actions anciennes, à toute répartition de dividende, prélevé sur les bénéfices ou fonds propres, qui viendrait à être mis en paiement par Marine-Wendel postérieurement à leur création. Elles seront, donc, de ce fait entièrement assimilées aux actions composant actuellement le capital social.
4. constate que, par l'approbation de la présente résolution, la fusion de la Société avec la CGIP se trouve réalisée et que cette dernière se trouve dissoute de plein droit sans liquidation à l'issue de la présente assemblée.

## Quatrième résolution

*(Prélèvement sur la prime de fusion)*

L'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

– sur proposition du Conseil d'administration,

approuve le montant global de la prime de fusion s'élevant à 477 268 939,34 € auquel doit être ajouté le montant de la plus-value de 115 724 121,18 € réalisée lors de la

cession de 3 200 000 actions CGIP cédées lors de l'OPRA initiée par la CGIP du 17 janvier 2002 au 15 février 2002, afin de tenir compte de la rétroactivité comptable de la fusion et autorise le Conseil d'administration à affecter cette prime de fusion de la façon suivante :

- dotation de la réserve spéciale des plus-values à long terme taxées au taux de 19% qui figurait au bilan de la CGIP pour un montant de 232 096 158,32 € et que la Société doit reprendre à son bilan ;
- dotation à la réserve légale à concurrence de 9 550 691,60 € ;
- imputation de l'ensemble des frais et charges en relation directe avec cette opération ;
- et le solde à un compte prime de fusion.

## Cinquième résolution

*(Annulation des actions autodétenues)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

– sur la proposition du Conseil d'administration,

décide,

- d'annuler 3 254 506 actions Marine-Wendel autodétenues de 4 € nominal ; ces actions ne confèrent plus, de ce fait, aucun droit social ;
- de réduire le capital social d'un montant de 13 018 024 € et de le ramener ainsi de 236 701 876 € à 223 683 852 €, divisé en 55 920 963 actions de 4 € de nominal, corrélativement à l'annulation de 3 254 506 actions de 4 € nominal précitées ;
- d'imputer la différence entre le prix d'acquisition des actions annulées (132 679 737,61 €) et la valeur nominale de ces actions (13 018 024 €), soit une différence de 119 661 713,61 €, sur le poste "Réserve légale" à concurrence de 1 301 802,40 € et sur le poste "Prime de fusion" à concurrence de 118 359 911,21 €.

## Sixième résolution

*(Modification du capital social)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

– sur la proposition du Conseil d'administration,

décide, en conséquence de la troisième et cinquième résolutions de la présente assemblée, de substituer à la rédaction actuelle de l'article 6 des statuts la rédaction suivante :

### • Article 6 – Capital social

Le capital social est fixé à 223 683 852 €. Il est divisé en 55 920 963 actions de 4 € nominal, entièrement libérées.

## Septième résolution

*(Approbation de la reprise par la Société des engagements relatifs aux options d'achat et de souscription attribuées par la CGIP)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

– connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

- décide de se substituer à la CGIP dans toutes ses obligations résultant des 802 838 options de souscription et des 216 904 options d'achat d'actions consenties aux mandataires sociaux et aux cadres salariés tant de la Société que des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, leur permettant chacune de souscrire ou acquérir une action CGIP, étant précisé que les nombres d'options ci-dessus et leurs prix seront ajustés afin de tenir compte de l'augmentation de capital réalisée par la CGIP préalablement à la fusion ;
- décide que, compte tenu du rapport d'échange retenu, ces options donneront droit, à compter de la réalisation de la fusion, à la souscription ou à l'achat d'actions de la Société, dans les nombres et aux prix prévus par lesdites options.

## Huitième résolution

*(Modification de la dénomination sociale)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

– sur proposition du Conseil d'administration, décide de modifier la dénomination sociale de la Société, pour adopter celui de Wendel Investissement. Elle décide, en conséquence, de substituer à la rédaction actuelle de l'article 2 des statuts la rédaction suivante :

### • Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination sociale est : Wendel Investissement.

## Neuvième résolution

*(Modification des dates de l'exercice social)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

– sur proposition du Conseil d'administration, décide de modifier les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social de la Société, pour les fixer respectivement au 1<sup>er</sup> janvier et 31 décembre, étant précisé que l'exercice en cours qui s'est ouvert le 1<sup>er</sup> juillet 2001 et qui sera clôturé le 31 décembre 2002, aura une durée exceptionnelle de 18 mois.

Elle décide, en conséquence, de substituer à la rédaction actuelle de l'article 24 des statuts la rédaction suivante :

### • Article 24 – Exercice social

L'exercice social, d'une durée de douze mois, commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

## Dixième résolution

*(Autorisation d'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription de valeurs mobilières donnant accès au capital)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

– connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, – connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes, – et conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-III du Code de commerce,

1. délègue au Conseil d'administration le pouvoir de procéder, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à l'augmentation du capital social par l'émission :

- d'actions ordinaires de la Société ;
- de valeurs mobilières (notamment obligations convertibles ou remboursables en actions, obligations à bons de souscription d'actions, obligations échangeables) donnant accès immédiatement, ou à terme – par conversion, échange, remboursement, exercice de bon ou de toute autre manière – à une quotité du capital social de la Société, y compris si ces valeurs mobilières sont émises en application de l'article L. 228-93 du Code de commerce. Elles pourront être émises soit en euros, soit en devises étrangères, soit en unités monétaires quelconques établies par référence à plusieurs devises ;
- de bons qui confèrent à leurs titulaires le droit de souscrire à des actions ordinaires de la Société, étant précisé que ces bons pourront soit assortir l'émission des actions ordinaires, ou des valeurs mobilières visées ci-dessus, soit être émis de manière autonome, par souscription en numéraire ou par attribution gratuite aux actionnaires et qu'ils pourront, le cas échéant, être rachetables ;

2. décide que le montant des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la délégation susvisée, ne pourra être supérieur à 200 M€ de nominal, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions ; décide qu'en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital social ayant initialement la nature de créances sur la Société, le montant de ces créances



ne pourra excéder 2 Mds €, ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en devises étrangères ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies ;

3. prend acte et décide, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de titres émis, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres auxquels les titres émis donneront droit ; décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions émises par conversion d'obligations ou par exercice de bons ;
4. décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible ; confère au Conseil d'administration la faculté d'accorder aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de titres supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent, et en tout état de cause, dans la limite de leur demande ; décide que si les souscriptions, tant à titre irréductible qu'à titre réductible, n'ont pas absorbé l'intégralité de l'émission effectuée, le Conseil pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
  - limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la condition que ce montant représente au moins les trois quarts de l'émission décidée ;
  - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits ;
  - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;
5. décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions émises dans le cadre de la délégation susvisée, après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscription d'actions, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égale à la valeur nominale des actions ;
6. donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à son Président, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :
  - déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les prix et conditions des émissions, fixer les montants à émettre, fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis et, le cas échéant, prévoir les conditions de leur rachat en Bourse, la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois, fixer

les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;

- en cas d'émission de titres de créance donnant accès immédiatement et/ou à terme aux actions de la Société, décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt et les modalités de paiement des intérêts, leur durée qui pourra être déterminée ou indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction notamment des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société ;
  - procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;
7. décide que la présente délégation, qui rend caduque, à hauteur des montants non utilisés, toute autorisation antérieure de même nature, est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée.

## Onzième résolution

*(Autorisation d'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, de valeurs mobilières donnant accès au capital)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,
  - connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes,
  - et conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-III du Code de commerce,
1. délègue au Conseil d'administration le pouvoir de procéder, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à l'augmentation du capital social par l'émission de valeurs mobilières donnant accès immédiatement, ou à terme, à une quotité du capital, sous la forme décrite au paragraphe 1 de la dixième résolution, étant précisé que ces titres pourront être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange sur des titres répondant aux conditions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ;

2. décide que le montant des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la délégation susvisée, ne pourra être supérieur à 200 M€ de nominal, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions ; décide qu'en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital social ayant initialement la nature de créances sur la Société, le montant de ces créances ne pourra excéder 2 Mds €, ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaies étrangères ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies ;
3. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre par l'usage de la présente délégation ou étant entendu que, si la ou les valeurs mobilières précitées sont émises sur le marché français, le Conseil d'administration pourra conférer aux actionnaires, pendant une durée et selon les modalités qu'il fixera, un délai de priorité pour souscrire aux valeurs mobilières visées ci-dessus, proportionnellement au nombre de titres détenus par chaque actionnaire, sans donner lieu à la création de droits négociables ;
4. prend acte et décide, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de titres émis, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres auxquels les titres émis donneront droit ; décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions émises par conversion d'obligations ou par exercice de bons ;
5. décide que si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité d'une émission de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil pourra limiter, le cas échéant, l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'émission décidée et/ou décider que les titres non souscrits pendant ce délai de priorité feront l'objet d'un placement public ;
6. décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions émises dans le cadre de la délégation susvisée, après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscription d'actions, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égale le cas échéant à la limite inférieure prévue par la loi ;
7. donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à son Président, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :
  - déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les prix et conditions des émissions, fixer les montants à émettre, fixer la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis et, le cas échéant, prévoir les conditions de leur rachat en Bourse, la possibilité de suspension de l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois, fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital social et ce en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
  - plus particulièrement, en cas d'émission d'actions ou valeurs mobilières à l'effet de rémunérer des titres apportés dans le cadre d'offres publiques d'échange initiées par la Société, de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ; de constater le nombre de titres apportés à l'échange ainsi que le nombre d'actions ou valeurs mobilières à créer en rémunération ; de déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance des actions nouvelles, ou, le cas échéant, des titres donnant accès immédiatement et/ou à terme à une quotité du capital de la Société ; d'inscrire au passif du bilan à un compte "Prime d'apport", sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ; de procéder, s'il y a lieu, à l'imputation, sur ladite "Prime d'apport", de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'opération autorisée ;
  - en cas d'émission de titres de créance donnant accès immédiatement et/ou à terme aux actions de la Société, décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt et les modalités de paiement des intérêts, leur durée qui pourra être déterminée ou indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction notamment des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société ;
  - procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prendre généralement toutes dispositions utiles, conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;

8. décide que la présente délégation, qui rend caduque, à hauteur des montants non utilisés, toute autorisation antérieure de même nature, est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée.

## **Douzième résolution**

*(Augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices, de primes d'émission ou d'apport)*

L'assemblée générale extraordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

– connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,

1. délègue audit Conseil les pouvoirs nécessaires à l'effet d'augmenter, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, le capital social dans la limite d'un montant nominal maximal de 700 M€ par l'incorporation, successive ou simultanée, au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, à réaliser par création et attribution gratuite d'actions ou par élévation du nominal des actions ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés.
2. confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à son Président, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour :
  - fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital ;
  - fixer le nombre d'actions à émettre ou le montant dont le nominal des actions composant le capital social sera augmenté ;
  - arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal prendra effet ;
  - décider, le cas échéant, que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits au plus tard trente jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier d'actions leur revenant ;
  - prélever sur un ou plusieurs postes de réserves disponibles les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital social après chaque augmentation de capital ;
  - prendre toutes dispositions pour assurer la bonne fin de l'augmentation de capital ;
  - constater la réalisation de l'augmentation de capital, procéder aux modifications corrélatives des statuts et accomplir tous actes et formalités y afférents.
3. décide que la présente délégation, qui rend caduque, à hauteur des montants non utilisés, toute autorisation antérieure de même nature, est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente assemblée.

## **Treizième résolution**

*(Augmentation de capital en période d'offre publique sur les titres de la Société)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

– connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,

- autorise expressément le Conseil d'administration à faire usage, en tout ou partie, des délégations de pouvoirs qui lui ont été conférées par les dixième à douzième résolutions de la présente assemblée, en période d'offre publique d'achat ou d'échange de toute nature, initiée par d'autres que la Société, visant les valeurs mobilières qu'elle a émises pour autant que cet usage ne donne pas lieu à une augmentation de capital réservée ;
- décide que cette autorisation est valable pendant une période comprise entre la date de réunion de la présente assemblée et celle de l'assemblée qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2002.

## **Quatorzième résolution**

*(Autorisation au Conseil d'administration de procéder à l'augmentation du capital social par émission d'actions réservées aux adhérents du Plan d'Épargne Groupe)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

– connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,

– lecture entendue du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

1. autorise le Conseil d'administration, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-129 et L. 225-138-IV du Code de commerce et de l'article L. 443-5 du Code du travail, à procéder à l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, par émission d'actions dont la souscription sera réservée aux salariés de la Société -ainsi qu'à ceux des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce (cf résolution 15) dans le cadre d'un Plan d'Épargne Groupe ;
2. précise que le Conseil d'administration pourra décider de procéder à une telle augmentation, chaque fois qu'il fera usage de l'une des délégations à lui consenties par les dixième, onzième et douzième résolutions ci-dessus ;
3. décide et prend acte que cette décision entraîne renonciation expresse, par les actionnaires, à leur droit préférentiel de souscription au profit des bénéficiaires ;
4. décide de fixer à 200 000 € le montant nominal maximal global de l'augmentation de capital qui pourra être



ainsi réalisée, le montant de toute augmentation de capital réalisée au titre de la présente autorisation étant pris en compte pour le calcul du plafond global prévu à la seizième résolution ;

5. décide que le prix de souscription des actions nouvelles sera déterminé par le Conseil d'administration dans les conditions et limites fixées par la législation en vigueur ;
6. délègue, à cet effet, au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à son Président, dans les conditions fixées par la loi, les pouvoirs nécessaires pour :
  - établir le Plan d'Épargne Groupe, définir les conditions d'ancienneté et les droits des bénéficiaires et fixer le complément de versement à la charge de la Société ;
  - décider le montant à émettre, le prix d'émission, les dates et modalités de chaque émission ;
  - arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ;
  - constater ou faire constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, ou décider de majorer le montant de ladite augmentation de capital pour que la totalité des souscriptions reçues puisse être effectivement servie, et modifier en conséquence les statuts ;
  - et, d'une manière générale, faire le nécessaire.
7. fixe à cinq ans à compter du jour de la présente assemblée, la durée de la présente délégation.

## Quinzième résolution

*(Autorisation au Conseil d'administration de consentir des options de souscription d'actions au bénéfice des membres du personnel salariés et mandataires sociaux du Groupe)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Conseil d'administration,
  - lecture entendue du rapport spécial des Commissaires aux comptes,
1. autorise, sous condition suspensive de l'approbation de la troisième résolution, le Conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, des options de souscription et des options d'achat d'actions de la Société, au bénéfice de ceux qu'il désignera – ou fera désigner – parmi les mandataires sociaux et les cadres salariés tant de la Société que des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce ;

2. décide que le nombre total d'options qui seront ainsi ouvertes ne pourra donner droit à souscrire ou à acheter plus de 560 000 actions de 4 € nominal, le montant de toute augmentation de capital réalisée au titre de la présente autorisation étant pris en compte pour le calcul du plafond global prévu à la seizième résolution ;
3. décide que la présente autorisation comporte renonciation expresse des actionnaires, au profit des bénéficiaires des options de souscription d'actions, à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises par l'exercice de telles options ;
4. décide que les options, qui auront été consenties à des mandataires sociaux par l'usage de la présente autorisation, feront l'objet d'une information nominative dans le cadre du rapport de gestion du Conseil d'administration à l'assemblée générale ;
5. confère au Conseil d'administration tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation, à l'effet notamment de :
  - fixer les conditions auxquelles seront consenties les options et arrêter la liste ou les catégories de bénéficiaires des options ;
  - déterminer le prix de souscription des actions (dans le cas d'options de souscription) et le prix d'achat des actions (dans le cas d'options d'achat d'actions), le jour où les options seront consenties, étant précisé que ce prix sera fixé dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur le jour où les options seront consenties, sans cependant être inférieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de Bourse précédant ce jour ;
  - ajuster le prix de souscription et le prix d'achat des actions pour tenir compte des opérations financières éventuelles pouvant intervenir avant la levée des options ;
  - fixer la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties étant précisé que la durée pour laquelle ces options pourront être exercées ne pourra excéder une période de dix ans à compter de leur attribution ;
  - prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximal de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions ;
  - constater, s'il y a lieu, lors de sa première réunion suivant la clôture de chaque exercice le nombre et le montant des actions émises pendant la durée de l'exercice à la suite des levées d'options ;
  - sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations du capital social sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;



- accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l’effet de rendre définitives les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de l’autorisation faisant l’objet de la présente résolution ;
  - modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire.
6. décide que le Conseil d’administration pourra faire usage de la présente autorisation de consentir des options pendant un délai de vingt-six mois à compter de la présente assemblée générale.

### Seizième résolution

*(Limitation globale du montant des émissions de titres de capital ou de titres de créance)*

L’assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Conseil d’administration,
1. fixe ainsi qu’il suit les limites des montants des émissions qui pourraient être décidées en vertu des délégations ou autorisations consenties par l’assemblée générale dans les dixième, onzième, douzième, quatorzième, quinzième et dix-septième résolutions :
    - le montant nominal maximal des émissions d’actions ne pourra dépasser 900 000 000 €, majoré du montant nominal de l’augmentation de capital résultant d’émissions d’actions à réaliser éventuellement pour préserver les droits des titulaires de ces titres conformément à la loi ;
    - le montant maximal des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société, donnant accès au capital social ou non, prime d’émission ou de remboursement comprise, le cas échéant, est de 2 Mds € (montant sur lequel s’imputerait la contre-valeur en euros des valeurs mobilières libellées en monnaies étrangères ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies).
  2. précise qu’en cas d’émission de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital social, les plafonds fixés ci-dessus s’appliqueront simultanément.

## ➤ À CARACTÈRE ORDINAIRE

### Dix-septième résolution

*(Émission de titres de créance, notamment obligations et titres assimilés)*

L’assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

- sur la proposition du Conseil d’administration,

1. autorise le Conseil d’administration à procéder sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, jusqu’à concurrence d’un montant nominal maximum de 2 Mds € ou de sa contre valeur, ce montant s’imputant sur le plafond prévu à la seizième résolution, à la création et à l’émission, en France ou à l’étranger de titres de créance (notamment obligations et titres assimilés tels que les titres subordonnés, remboursables ou à durée indéterminée ou toutes autres valeurs mobilières donnant un droit de créance sur la Société, et hormis les titres de créance négociables au sens de l’article L. 213-1 et suivants du Code monétaire et financier), libellés soit en euro, soit en monnaie étrangère ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies, avec ou sans garantie hypothécaire ou autre, dans les proportions, sous les formes et aux époques, taux et conditions d’émission et d’amortissement qu’il jugera convenables.
2. confère tous pouvoirs au Conseil d’administration, avec faculté de subdélégation au Président ou à un administrateur, dans les conditions prévues par la loi, en vue de la réalisation de ces émissions et précise qu’il aura toute latitude pour déterminer leurs conditions et fixer toutes les caractéristiques des titres, étant entendu que les obligations ou titres assimilés pourront comporter notamment un taux d’intérêt fixe ou variable et une prime de remboursement au-dessus du pair, fixe ou variable, ladite prime s’ajoutant au montant maximum ci-dessus fixé. Pour les émissions en devises, l’imputation sur le montant de l’autorisation susvisée s’effectuera sur la base du cours de ladite devise au jour de l’émission considérée.
3. fixe à cinq ans, à compter de la présente assemblée générale, la durée de la présente délégation d’émission qui rend caduque, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute autorisation précédente de même nature.

### Dix-huitième résolution

*(Autorisation d’un nouveau programme de rachat d’actions)*

L’assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires

- sur la proposition du Conseil d’administration et conformément aux dispositions de l’article L. 225-209 du Code de commerce ;

1. autorise le Conseil d’administration à faire racheter par la Société ses propres actions dans la limite d’un nombre d’actions représentant 2 % du nombre des actions composant le capital social au moment desdits rachats ;

2. décide que lesdits achats pourront être effectués à tout moment, en une ou plusieurs fois, par tout moyen compatible avec la loi et la réglementation en vigueur, notamment, par offre publique d'achat ou d'échange, achat par blocs hors marché, achat sur le marché, y compris, le cas échéant, par l'utilisation de mécanismes optionnels;
3. décide que les actions de la Société, dans la limite ci-dessus fixée, pourront être rachetées sur décision du Conseil d'administration, en vue :
  - de la régularisation des cours;
  - de l'achat et de la vente en fonction des situations de marché;
  - de l'attribution d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société, notamment pour le service des options d'achat d'actions;
  - de l'optimisation de la rentabilité des fonds propres, et du résultat par action;
  - de la réalisation d'échange de titres;
  - et à ces fins, soit de conserver les actions rachetées, soit de les transférer par quelque moyen que ce soit, et notamment par cessions en Bourse, cessions de blocs, offres publiques d'échange ou de vente, ou utilisation de mécanismes optionnels;
4. fixe, à 80 € par action de 4 € nominal, le montant maximal à payer par la Société pour le rachat de ses actions et à 20 € par action de 4 € nominal le montant minimal à recevoir par la Société en cas de revente, sous réserve des ajustements liés à des opérations sur le capital de la Société;
5. décide que, préalablement à la mise en œuvre de ce programme de rachat, le Conseil d'administration devra établir une note d'information soumise au visa de la Commission des Opérations de Bourse;
6. décide que, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration utilise la présente autorisation dans la limite d'un nombre d'actions ne dépassant pas 0,5% du capital social, en vue de la régularisation des cours, de l'achat et de la vente en fonction des situations de marché, le Conseil sera dispensé d'établir la note d'information prévue ci-dessus, mais devra établir un communiqué dans les conditions fixées par la Commission des Opérations de Bourse;
7. décide que le Conseil d'administration pourra subdéléguer à son Président l'exécution de ses décisions;
8. fixe à dix-huit mois à compter de la présente assemblée générale la durée de cette autorisation, qui remplace désormais celle donnée par la septième résolution de l'assemblée générale du 27 novembre 2001.

## Dix-neuvième résolution

*(Ratification de la cooptation d'un administrateur)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

- sur la proposition du Conseil d'administration, ratifie la cooptation, effectuée par le Conseil d'administration du 24 avril 2002, de Monsieur Jean-Bernard Lafonta comme administrateur, en remplacement de la société TRIEF Corporation SA, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2005.

## Vingtième résolution

*(Nomination d'un administrateur)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

- sur la proposition du Conseil d'administration, nomme Monsieur Didier Cherpitel administrateur pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007.

## Vingt-et-unième résolution

*(Nomination d'un administrateur)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

- sur la proposition du Conseil d'administration, nomme Monsieur Henri de Mitry administrateur pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007.

## Vingt-deuxième résolution

*(Nomination d'un administrateur)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

- sur la proposition du Conseil d'administration, nomme Monsieur Alain Mérieux administrateur pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007.



### **Vingt-troisième résolution**

*(Nomination d'un administrateur)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

- sur la proposition du Conseil d'administration, nomme Monsieur Didier Pineau-Valencienne administrateur pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007.

### **Vingt-quatrième résolution**

*(Nomination d'un administrateur)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

- sur la proposition du Conseil d'administration, nomme Monsieur Jean-Pierre Berghmans administrateur pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007.

### **Vingt-cinquième résolution**

*(Jetons de présence alloués au Conseil d'administration)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, fixe à 420 000 € le montant global annuel des jetons de présence attribués au Conseil d'administration à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002.

### **Vingt-sixième résolution**

*(Nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes suppléant)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, nomme en qualité de Commissaire aux comptes suppléant, pour une durée de six exercices, Monsieur Jean-François Serval.

### **Vingt-septième résolution**

*(Pouvoirs pour les formalités légales)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal qui constatera le vote de ces résolutions, pour procéder à toute formalité prévue par la loi ou les règlements afin d'assurer l'exécution des résolutions précitées.